



# LE DEVOIR

## MOUBARAK PROMET DE PARTIR



MOHAMMED ABED AGENCE FRANCE-PRESSE

Les Égyptiens ont de nouveau exigé le départ du président Hosni Moubarak, hier, lors de gigantesques manifestations tenues au Caire et dans d'autres villes du pays.

### Une élection présidentielle libre serait tenue en Égypte à l'automne

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le président de l'Égypte, Hosni Moubarak, faisant face à une vague de contestation sans précédent, a une nouvelle fois lâché du lest, hier soir. Dans un discours télévisé, le chef de l'État a signifié qu'il ne briguera pas les suffrages à l'élection présidentielle, en septembre, mais restera d'ici là au pouvoir.

Il consacrera les derniers mois de son mandat à coordonner une transition pacifique à la tête du pays de 83 millions de personnes, a-t-il souligné, hier, faisant fi des appels à son départ immédiat de centaines de milliers de manifestants descendus notamment dans les rues du Caire, d'Alexandrie et de Suez.

«Le président est très têtu, mais nous sommes plus têtus que lui. Nous ne quitterons pas la place»

VOIR PAGE A 8: MOUBARAK

■ L'évacuation des Canadiens s'accélère, page A 3

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6

■ Un premier test de politique étrangère pour Obama, page A 7

■ Le nouvel homme fort du régime, page B 5

## Les Frères musulmans, influents... et discrets

CLAUDE LÉVESQUE

Dans la masse des manifestants qui ont envahi le centre-ville du Caire, hier, on voyait des groupes d'hommes alignés pour la prière et un bon nombre de femmes portant le voile intégral.

Après être restés sur la touche pendant plusieurs jours, les Frères musulmans, qui constituent en Égypte le groupe organisé le plus important après l'armée, appellent depuis jeudi dernier leurs membres à se joindre aux foules qui réclament la fin de

la dictature d'Hosni Moubarak.

Ils ne sont pas à l'origine de cette révolution. Le mérite revient à des réseaux récemment constitués (notamment sur Facebook) et distincts des mouvements et des partis établis.

Il faut rappeler que les Frères

ont mauvaise presse en Occident, où on les accuse volontiers d'être des intégristes radicaux, ce qui est vrai pour certains d'entre eux. S'ils avaient d'entrée de jeu occupé l'avant-scène de la contestation, il n'est pas sûr que les États-Unis auraient réfréné M. Moubarak et ses forces de sécurité.

Les arrestations et la répression aux mains des régimes successifs ont été le lot des Frères musulmans tout au long de leur histoire, qui a commencé en 1928.

VOIR PAGE A 8: FRÈRES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

### HÔPITAUX

#### Le patron du CUSM propose un financement à l'acte

■ À lire en page A 3

### ENVIRONNEMENT

#### Mauvaise note aux conserves de thon

■ À lire en page A 4



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pierre Karl Péladeau a comparu hier devant la Commission de l'économie et du travail, à Québec, qui se penche sur la «modernisation des dispositions antibrisures de grève prévues au Code du travail».

### LE LOCK-OUT AU JOURNAL DE MONTRÉAL

## Un «geste violent» mais «incontournable», dit Péladeau

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le président et chef de la direction de Quebecor, Pierre Karl Péladeau, a présenté le lock-out imposé aux 253 employés du *Journal de Montréal* depuis deux ans comme un geste «incontournable» dans une réorganisation qui contribuera à l'enrichissement collectif des Québécois.

«Il s'agit d'un geste violent, mais qui nous apparaissait incontournable», a affirmé, hier, Pierre Karl Péladeau, qui comparait devant la Com-

mission de l'économie et du travail (CET) à la suite des représentants du Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal* (STIJM) dont son président, Raynald Leblanc.

Présidée par le député libéral de Marquette, François Ouimet, la CET s'est donné un mandat d'initiative afin d'entendre patrons, syndicats et experts sur

VOIR PAGE A 8: PÉLADEAU

■ L'éditorial de Jean-Robert Sansfaçon en page A 6: Le changement s'impose

### GAZ DE SCHISTE

## Des millions de litres de diesel injectés dans le sol aux États-Unis

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

Les présidents de trois comités de la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis ont avisé lundi l'Environmental Protection Agency (EPA) que 14 compagnies spécialisées dans l'exploration des gaz de schiste avaient injecté 128 millions de litres de diesel et de ses dérivés après que le Congrès eut, en 2005, interdit cette pratique sans autorisation par un amendement à la Loi sur la sécurité de l'eau potable.

Selon la lettre envoyée par les présidents des comités de l'Énergie et du Commerce, des Ressources naturelles et des Enquêtes spéciales, l'injection de diesel a été pratiquée dans 19 États par ces 14 compagnies sans que l'EPA ou les ministères de l'Environnement des États en cause n'aient été saisis de cette pratique pour en évaluer les risques.

Aucune des 14 compagnies



ROBERT NICKELBERG GETTY/AFP

Opération de forage pour extraire du gaz de schiste au Texas.

nommées dans le rapport n'est présente au Québec.

Les trois plus importantes compagnies mises en cause aux États-Unis par cette enquête

VOIR PAGE A 8: DIESEL

■ L'AQLP demande l'inspection des 600 forages québécois, page A 2

■ Le président de Questerre craint que le rapport du BAPE soit influencé par les opposants, page B 1

### INDEX

7	7831310283117
05	Announces..... A 4
	Avis publics... B 6
	Carrières..... B 4
	Décès..... A 4
	Météo..... A 2
	Mots croisés... B 8
	Sudoku..... A 2
	Télévision..... B 7

## ACTUALITÉS

Lignes de métro commanditées

## La STM souhaite obtenir plus de 155 millions

Il en coûterait au moins 6 millions par an à une entreprise pour s'associer à la ligne orange

JEANNE CORRIVEAU

La Société de transport de Montréal (STM) espère récolter des revenus de plus de 155 millions de dollars au cours des dix prochaines années avec son projet de commandites des lignes de métro de Montréal, a appris *Le Devoir*. L'entreprise désireuse d'associer son logo à la ligne orange, la plus achalandée du réseau, devra être prête à verser au moins 6 millions de dollars par année.

En novembre dernier, la STM avait fait connaître son intention d'offrir ses lignes de métro en commandite dans le but d'accroître ses revenus publicitaires, qu'elle voudrait voir passer de 17 à 34 millions d'ici cinq ans. L'appel de propositions qu'elle a lancé en décembre dernier, et dont *Le Devoir* a obtenu copie, précise les critères auxquels devront se plier les candidats potentiels.

La STM cherche quatre partenaires, soit un par ligne de métro. Les soumissionnaires devront d'abord déposer une lettre de garantie bancaire de 250 000 \$ et démontrer qu'ils ont une politique de développement durable dans leur organisation, faute de quoi le comité chargé d'examiner les propositions rejettera d'emblée leur candidature.

Ce comité sera formé de quatre membres, soit deux re-



Les commanditaires choisis par la STM pourront entre autres voir leur logo apposé sur les plans du réseau, sur les voitures de tête du métro et sur les guérites des changeurs.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

présentants de Métrocom et de Transesco — des filiales de la STM — et deux experts en marketing issus du milieu universitaire.

La première étape franchie, le comité analysera le contenu des propositions. La STM a établi des prix minimaux pour considérer les soumissions. Pour associer son nom à la ligne orange, la plus achalandée du réseau avec 370 millions de déplacements par année et 31 stations, la STM exige une commandite d'au moins 6 millions par année.

Pour la ligne verte, qui com-

prend 232 millions de déplacements par année, un montant annuel d'au moins 5,5 millions est demandé. La ligne jaune et la ligne bleue sont offertes pour un prix minimal de 2 millions par année chacune.

La STM estime que les montants réclamés sont justifiés. «*Il faut que ça rapporte des revenus intéressants à la STM. On ne fera pas ça pour quelques milliers de dollars*», indique Odile Paradis, porte-parole de la STM.

Les entreprises devront par ailleurs s'engager à faire la promotion des transports en commun auprès de leurs employés et

de leur clientèle. Le comité de sélection examinera aussi «*tout élément qui pourrait bonifier l'offre dans l'esprit des partenariats*».

En échange, les commanditaires pourront voir leur logo apposé sur les plans du réseau, sur les voitures de tête du métro, sur les guérites des changeurs, sur les enseignes à l'intérieur des stations, sur les bandes au sol en bordure des quais, sur les affiches extérieures des stations de métro et sur le site Internet de la STM, précise l'appel de propositions.

La grille d'évaluation stipule que le prix offert par une entre-

prise candidate vaudra à 75 % de la note globale accordée par le comité de sélection. La politique de développement durable comptera pour 10 % de la note, les stratégies proposées pour faire la promotion du transport collectif, 13 %, alors que le logo et les couleurs associées à la ligne de métro représenteront 2 %. Des points supplémentaires pourraient être accordés pour tout élément destiné à bonifier l'offre initiale.

«*On ne placardera pas les murs du métro*, assure Odile Paradis. *On ne changera pas le nom des stations. Ça va être de bon goût. Il faut que ça respecte l'image de marque qu'on est en train de déployer.*»

Pour valider son projet, la STM l'a soumis à une firme externe «*mondialement reconnue*» dans le domaine du marketing, mais qu'elle n'a pas voulu identifier. Le concept aurait reçu une très bonne note quant à ses aspects qualitatifs, soutient la STM.

Toutes les candidatures devront être reçues au plus tard le 7 février et Mme Paradis estime qu'il est trop tôt pour présumer du nombre d'entreprises qui se manifesteront: «*On a envoyé l'appel de propositions à une cinquantaine d'entreprises et, jusqu'à maintenant, il n'y en a aucune qui nous a dit: "Pour qui vous prenez-vous?"*», relate-t-elle.

Le Devoir

Gaz de schiste

## L'AQLPA veut connaître l'état des 600 forages

LOUIS-GILLES FRANCEUR

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) vient de demander au ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Pierre Arcand, de dresser un bilan public des inspections gouvernementales sur les 600 forages pétroliers et gaziers réalisés au cours des dernières années au Québec pour déterminer s'ils donnent lieu à des fuites de méthane.

Dans une lettre datée du 11 janvier et adressée au ministre, le président de l'AQLPA, André Bélisle, rappelle au ministre que son ministère n'a déposé durant les audiences du BAPE sur les gaz de schiste aucun bilan des inspections réalisées sur ces 600 puits pour s'assurer de leur étanchéité.

Le ministère de l'Environnement a inspecté au début de l'automne 31 puits récents pour découvrir que 19 fuyaient. Sur ces 19 puits, le ministère a délivré sept «avis d'infraction», dont quatre ciblaient des fuites. La fuite la plus importante a été constatée à la Présentation au puits de la société Cambrium.

L'AQLPA estime qu'un bilan exhaustif des 600 puits forés jusqu'ici permettrait de déterminer s'ils ont été scellés de la bonne manière ou s'ils laissent échapper du méthane dont le Québec devrait tenir compte dans son bilan des émissions de gaz à effet de serre. Selon le président de l'AQLPA, étant donné le nombre de puits dont il est question, les résultats pourraient être significatifs.

Le groupe environnemental, qui a plus de 30 ans d'existence, voudrait savoir si ces puits ont tous été inspectés, et si ce n'est pas le cas, quand ils le seront et quand le bilan pourra être rendu public.

Poursuite jugée abusive

D'autre part, le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et la Ligue des droits et libertés ont dénoncé hier comme «*abusive*» la poursuite intentée par Petrolia contre le porte-parole de la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine, Ugo Lapointe, et le quotidien *Le Soleil*. Les deux organismes craignent la multiplication de ce type de «*poursuites-bâillon*» au moment où le Québec s'engage dans un débat de fond sur la gestion de ses ressources naturelles et énergétiques.

Le Devoir

Le Devoir

## Nominations à Droits et Démocratie: Ottawa ne bronche pas

ALEC CASTONGUAY

Le gouvernement Harper n'a pas l'intention de revenir sur sa décision contestée de renouveler le mandat de Jacques Gau-

thier et Elliot Tepper au conseil d'administration de l'organisme fédéral Droits et Démocratie. Les deux hommes étaient au cœur de la crise qui a secoué l'organisme tout au long de l'année 2010.

Hier, c'était au tour du Parti libéral du Canada et du NPD d'exprimer leur mécontentement devant cette décision «*étonnante*» et «*absurde*», selon les mots du député libéral Bob Rae. La veille, le chef du Bloc québécois, Gilles Du-

«*Nous souhaiterions que l'opposition se joigne à nous pour donner tout l'appui nécessaire à la nouvelle direction*»

ceppe, avait aussi demandé au gouvernement de faire marche arrière, tel que l'a révélé *Le Devoir*.

Le chef libéral, Michael Ignatieff, a envoyé une lettre au ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, responsable de l'organisme. «*Droits et Démocratie a longtemps joui d'une renommée internationale. Cette renommée a sévèrement été endommagée par la tourmente et par la nature partisane imposée par le gouvernement à cette organisation depuis plus d'un an. Afin de redonner un statut de fierté à l'or-*

ganisation, le gouvernement doit nommer un conseil d'administration non partisan», écrit-il.

Le gouvernement n'a pas bronché. «*Droits et Démocratie est un organisme plutôt indépendant financé par le gouvernement et chargé de faire la promotion des droits de la personne*», a dit Lawrence Cannon.

Nous avons été en mesure d'apporter à cette organisation une nouvelle direction. Nous souhaiterions que l'opposition se joigne à nous pour donner tout l'appui nécessaire à la nouvelle direction.»

Au NPD, on est outré de cette réaction. «*En voulant prolonger le mandat de ceux-là mêmes qui sont à l'origine de la crise, les conservateurs démontrent qu'ils n'ont tiré aucune leçon des erreurs commises dans le dossier de Droits et démocratie*», affirme

le député Paul Dewar. Le gouvernement «*prouve que le processus de nomination n'est qu'un simulacre d'exercice démocratique, puisque le Parlement a déjà demandé le congédiement de ces personnes*», a-t-il ajouté.

Jacques Gauthier et Elliot Tepper sont renommés pour un mandat de trois ans. En janvier dernier, 46 des 47 employés de Droits et Démocratie avaient demandé leur départ, reprochant aux deux vice-présidents du conseil d'avoir fait du profilage ethnique, exigeant de savoir qui était arabe et pourquoi il n'y avait pas d'employés juifs dans l'organisme.

Avec le président du conseil d'administration Aurel Braun, MM. Gauthier et Tepper ont été au cœur de la crise qui a secoué l'organisme. Les trois hommes étaient en guerre contre l'ancien directeur aujourd'hui décédé, Rémy Beauregard, parce que ce dernier avait autorisé des subventions à trois organismes du Proche-Orient que les trois administrateurs jugeaient inappropriées en raison de leur ton critique envers Israël. On a aussi accusé les employés de Droits et Démocratie de mauvaise gestion. Après une enquête interne de plusieurs mois, la firme Deloitte & Touche n'a rien trouvé de grave.

NOUVEAUX BILLETS MIS EN VENTE!

INSTITUT DU CANCER DE MONTRÉAL

4<sup>e</sup> édition

CONCERT CONTRE LE CANCER

4 février 2011, 20 h

Sous la présidence d'honneur de sanofi-aventis

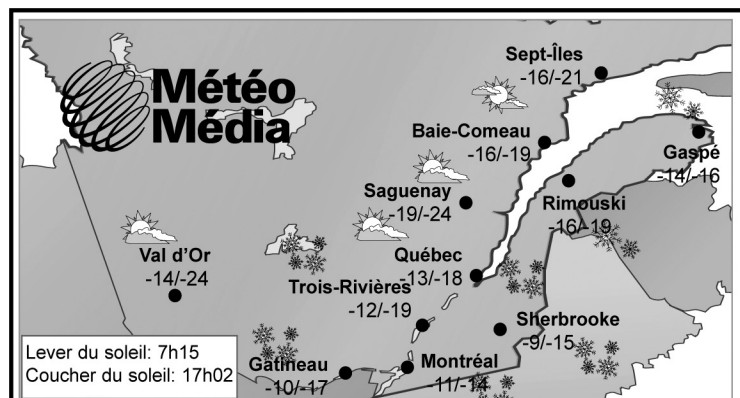
Soirée lyrique italienne

Des airs célèbres de Verdi et autres grands maîtres italiens, interprétés par l'Orchestre Métropolitain et son chœur, sous la direction de maestro Giuseppe Pietrarola. Les solistes invités : Antoine Bélanger, ténor, Gianna Corbisiero, soprano et Gino Quilico, baryton.

Pour achat de billets assortis d'un don à l'Institut du cancer de Montréal et donnant droit à un reçu pour fins d'impôts pour la portion admissible, téléphonez au 514 890-8213.

laplacedesarts.com 514 842 2112 / 1 866 842 2112 Billets réguliers : 45 \$, 60 \$ et 70 \$ (fraks et taxes en sus) En vente à la billetterie et au www.pda.qc.ca

concertcontrelcancer.com



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Sol 5/-2	Nei 3/-4	Londres	Nua 8/1	Sol 7/3
Moncton	Nei -11/-13	Nei -7/-11	Los Angeles	Sol 18/6	Sol 17/8
Saint-Jean	Nei -8/-13	Nei -6/-13	Mexico	Sol 21/3	Var 18/4
Toronto	Nei -8/-15	Sol -5/-12	New York	Mel 2/-4	Var -2/-8
Vancouver	Var 6/2	Plu 5/3	Paris	Sol 5/0	Ave 8/2
Winnipeg	Sol -13/-14	Var -4/-5	Tokyo	Plu 8/5	Sol 11/6

Montréal	Ce soir	Demain	Vendredi	Samedi
Aujourd'hui -11	-14	-8/-11	-4/-7	-4/-8
3 à 5 cm de neige, pdp 90%	Quelques flocons, pdp 90%	Généralement ensoleillé.	Ciel variable.	Quelques flocons, pdp 40%
Québec	Ce soir	Demain	Vendredi	Samedi
Aujourd'hui -13	-18	-9/-13	-4/-8	-4/-8
Faible neige, pdp 80%	Quelques flocons, pdp 80%	Généralement ensoleillé.	Quelques flocons, pdp 40%	Quelques flocons, pdp 40%
Gatineau	Ce soir	Demain	Vendredi	Samedi
Aujourd'hui -10	-17	-8/-11	-4/-9	-4/-9
1 à 3 cm de neige, pdp 90%	Quelques flocons, pdp 90%	Généralement ensoleillé.	Quelques flocons, pdp 40%	Quelques flocons, pdp 40%

C'EST COMME AVOIR UN MÉTÉOROLOGUE DANS VOTRE POCHE.

Obtenez la météo pour emporter avec [meteomedia.com](http://meteomedia.com)



## Sudoku

par Fabien Savary

	5	8		7		1	
4	3		1	8			9
	2			4		7	
		6		2	5		
8		3			7	4	
			8				1
		1			9	2	
5				6	1		

Niveau de difficulté : DIFFICILE

1684

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

1	3	5	6	2	8	4	9	7
2	8	9	4	7	3	5	6	1
4	7	6	5	9	1	3	2	8
9	2	3	1	4	6	8	7	5
7	6	8	3	5	2	9	1	4
5	1	4	9	8	7	2	3	6
8	9	7	2	1	5	6	4	3
3	5	2	7	6	4	1	8	9
6	4	1	8	3	9	7	5	2

1683

## SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus.

[www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com)

## ACTUALITÉS

VIEUX-QUÉBEC  
LE PORT-ROYAL  
hôtel & suites  
Forfait  
cottelette gourmande 129\$  
1 866-417-2777 www.leportroyal.com

Histoire d'impôt,  
prise deuxMANON  
CORNELLIER

Les libéraux peuvent se frotter les mains. Un de leurs chevaux de bataille est en train de s'imposer comme l'enjeu politique de l'heure. Les dernières réductions d'impôt accordées aux entreprises ne vont soudainement plus de soi et les conservateurs, qui y tiennent, sont forcés de les défendre à chaque tournant.

On pourrait aisément en garder l'impression qu'il s'agit, pour eux, d'un absolu et pour les libéraux, d'un anathème. Ce n'est pourtant pas si simple. Il ne s'agit pas de savoir si des baisses d'impôt pour les entreprises sont en soi une bonne chose, mais si consacrer 6 milliards par année à cette mesure est le meilleur choix budgétaire possible dans le contexte économique actuel. Et quand on va un cran plus loin, on peut aussi se demander si c'est la chose à faire pour assurer à long terme la capacité d'agir du gouvernement. Voilà le vrai débat — important — que les Canadiens pourraient être amenés à trancher lors d'éventuelles élections printanières.

Les libéraux pensent que le gouvernement ne peut pas, alors qu'il est en déficit, se priver de ces six milliards de revenus par année. En même temps, ils ne promettent pas d'utiliser ces fonds pour effacer plus rapidement ledit déficit. En fait, les libéraux s'en tiennent à l'échéancier du gouvernement, ce à quoi les conservateurs réagissent en accusant Michael Ignatieff de vouloir seulement des milliards pour dépenser. La réplique libérale est qu'il existe des besoins auxquels le gouvernement doit répondre immédiatement, déficit ou pas. Il sera toujours possible, une fois l'encre rouge disparue, de procéder aux baisses d'impôt promises. Les libéraux ne disent toutefois pas comment, du moins pas encore, ils comptent effacer ce déficit.

Les conservateurs, eux, prétendent que ces baisses d'impôt sont nécessaires pour stimuler la création d'emplois et encourager les investissements. Sinon, toute l'économie en souffrirait. Ils le répètent sans arrêt, mais sans jamais vraiment pouvoir le prouver. Dans leurs rapports sur leur plan de relance économique, ils citent volontiers en preuve les travaux des professeurs Jack Mintz et Duanjie Chen, de l'École de politique publique de l'Université de Calgary.

Je disais dans cette chronique lundi que, selon une étude publiée la semaine dernière, les deux dernières baisses d'impôt vont générer 30,6 milliards d'investissements additionnels et la création de plus de 102 500 emplois sur sept ans. Erreur (et mes excuses): cette évaluation ne vaut que pour la dernière baisse de 1,5 % qui entrera en vigueur en janvier prochain.

Annuler les deux baisses, soit trois points au total, ferait perdre au Canada 47 milliards de dollars en investissements de capital et 233 000 emplois, ont écrit les deux professeurs dans une autre étude publiée en mai 2010 et citée par le gouvernement. Lorsqu'on compare les deux énoncés, on constate que la première baisse d'impôt générerait donc plus d'emplois, mais moins d'investissements, que la seconde. Voilà qui embrouille les choses.

La raison de cette confusion est simple: il est pratiquement impossible de prédire les retombées d'une baisse d'impôt. Le chef du groupe d'analyse économique à Statistique Canada, Philip Cross, le dit lui-même. En entrevue à la Presse canadienne lundi, il disait que les réductions d'impôt sont un facteur parmi d'autres influençant les décisions des entreprises et que leur impact est trop petit pour pouvoir être mesuré de façon fiable. Par conséquent, l'agence ne s'y risque même pas.

Jeffrey Owens, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, va dans le même sens. «*Bien que la fiscalité soit reconnue comme un facteur important quand vient le temps de décider où investir, il n'est pas le plus déterminant. Les investissements directs à l'étranger sont attirés vers les pays offrant un accès aux marchés et des occasions de profits, un cadre légal et réglementaire prévisible et non discriminatoire, une stabilité macroéconomique, un marché du travail stable, une main-d'œuvre bien formée et des infrastructures de qualité. Tous ces facteurs influenceront la profitabilité à long terme d'un projet*», disait-il en janvier devant un groupe de travail de l'OCDE réuni à Washington.

Le débat actuel autour de baisses d'impôt peut nourrir une certaine incertitude chez les entreprises, ce qui pourrait nuire aux investissements, avancent certains, mais cela ne devrait pas servir de prétexte pour esquiver un débat sérieux sur l'utilisation optimale des fonds publics.

## Parenthèse

Les conservateurs dénoncent les subventions versées aux partis politiques et ont toujours mis en doute la légitimité d'un Sénat non élu. Maintenant majoritaires au Sénat, ils n'entendent pas se priver des ressources à leur disposition. Ils défendent même le droit des sénateurs — non élus — d'utiliser les fonds publics pour effectuer des envois postaux dans lesquels ils attaquent des députés. Ils auraient pu mettre fin à la pratique en décembre dernier, lors d'une réunion du comité de la régie interne du Sénat, mais la majorité des sénateurs présents a plutôt convenu que ces missives partisans pouvaient continuer. «*Les commentaires négatifs à l'endroit d'autres sénateurs sont inacceptables*», précise cependant le procès-verbal...

mcornellier@ledevoir.com

## SANTÉ

## Le patron du CUSM propose un financement des hôpitaux à l'acte

Les dirigeants des deux superhôpitaux mont-réalisais partagent plus qu'un grand chantier. Ils sont aussi sur la même longueur d'onde en ce qui a trait au financement des hôpitaux qu'ils jugent dépassé, pénalisant et inefficace. Un constat qui appelle à un changement de paradigme, arguent-ils.

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

«*Soyons radicaux! Sortons des sentiers battus!*», a proposé hier le directeur général et chef de direction du Centre universitaire de santé McGill (CUSM). Devant le Cercle canadien de Montréal, le Dr Arthur T. Porter a fait valoir que le temps est venu de sortir du carcan des budgets historiques reconduits «*sans égards aux fluctuations de clientèles*» pour passer à un financement à l'acte qui remettrait le patient «*au centre des impératifs budgétaires*».

L'appel n'est pas sans rappeler celui lancé en novembre dernier par le directeur général du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). Devant l'Association des MBA du Québec, Christian Paire avait défendu la pertinence d'introduire des notions de performance et d'imputabilité dans

la gestion des budgets des hôpitaux, sujet qu'il a d'ailleurs abordé avec son vis-à-vis du CUSM. Le CHUM travaille présentement au montage d'un projet-pilote basé sur le financement à l'acte.

Ce principe recoupe le «*modèle ouvert de prestation des soins*» proposé par le CUSM qui vise à mettre fin à une gestion basée sur une limitation des soins pour tabler sur leur amélioration et leur croissance. Présentement, c'est le contraire qui prévaut, et c'est le patient qui en paie le prix, déplore le Dr Porter. «*Nous fermons des lits quand nous manquons de ressources. Nous n'offrons pas certains tests diagnostiques pour échapper aux longues listes d'attente qui y seraient associées.*»

Le grand chantier du CUSM est l'occasion idéale de revoir ce principe, croit le directeur général du superhôpital anglophone. «*Dans trois ans, nous aurons un établissement de classe mondiale. Il faut que les soins soient à la hauteur. [...] Si nous devons nous retrouver avec de grands corridors neufs bondés de patients sur des civières, ce serait plus qu'un embarras, ce serait un échec monumental.*»

Pour surmonter cet écueil, le Dr Porter propose de conserver un financement public tout en ouvrant à une prestation des soins mixte, «*exactement comme on le fait dans les cabinets médicaux où les médecins facturent chacun des actes qu'ils posent à la Régie de l'assurance maladie du Qué-*

bec, qui les paie ensuite en conséquence. [...] Une RAMQ pour les hôpitaux en quelque sorte.»

Avec tous ces gens qui attendent sur les listes d'attente, il est clair que la demande de soins risque d'augmenter les premières années, convient le Dr Porter. Mais cet arrière — qui ne fait qu'attester le fait que nous ne faisons pas tout ce qui est nécessaire et possible de faire — finira par fondre pour se stabiliser au bout de quelques années.

Ce faisant, le CUSM fait le pari que les coûts en santé se stabiliseront. Certains pourraient même baisser sous l'effet d'une saine compétition. «*Prenons une clinique qui offre des soins qui ne sont pas à la hauteur. Les gens vont aller voir ailleurs. La clinique va devoir fermer. A moins qu'elle ne se prenne en mains et améliore ses soins. Le principe vaut aussi pour les hôpitaux.*»

Le plus beau, termine le Dr Porter, c'est que ces changements se feront en respectant toutes les forces du réseau public québécois, au premier chef son universalité et son accessibilité. «*Est-ce que ce que je propose est blasphématoire? Absolument pas. Révolutionnaire? Pas plus. [...] L'esprit et la lettre de notre système de santé universel restent intacts.*»

Le Devoir



Des touristes canadiens sont arrivés hier soir à Francfort, au départ du Caire.

ALEX DOMANSKI REUTERS

## ÉGYPTE

## De nouveaux Canadiens évacués

Le PLC dénonce le manque de services consulaires à l'étranger

GUILLAUME  
BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — L'opération d'évacuation des Canadiens surpris par le soulèvement populaire en Égypte s'est légèrement accélérée hier, alors que deux avions ont pu décoller du Caire. À Ottawa, le gouvernement a continué d'essayer les critiques de l'opposition sur sa stratégie diplomatique.

Trois avions transportant des Canadiens désirant quitter l'Égypte ont donc fait jusqu'ici la navette entre Le Caire et Francfort ou Paris. Un quatrième devait décoller hier soir vers 22h, heure de Montréal. Environ 330 Canadiens ont été évacués par les trois premiers vols.

Initialement incapable de répondre à la situation, l'ambassade canadienne au Caire reprenait peu à peu le dessus hier. Une dizaine d'employés des missions canadiennes en Turquie, en Jordanie et en Afrique du Sud ont été dépêchés pour aider à l'évacuation des Canadiens, a précisé le ministre des Affaires étrangères. Cela porte à 25 le nombre d'employés sur place.

À Ottawa, le centre des opérations compte sur 40 lignes téléphoniques (35 de plus que d'ha-

bitude) pour répondre aux appels du public. On en dénombreait près de 13 500 en fin de journée.

Selon le directeur des communications de Stephen Harper, Dimitri Soudas, les ambassades canadiennes des pays voisins de l'Égypte susceptibles de connaître des soulèvements ont des «*plans en place*» pour réagir à d'éventuels troubles. «*La crise au Liban en 2006 a constitué une expérience difficile*» pour le gouvernement canadien, qui a dû évacuer ses ressortissants, a-t-il indiqué. Mais il y aurait maintenant des «*plans en place pour pouvoir répondre rapidement aux besoins*» en cas de situation semblable.

Des fonctionnaires présents lors d'une séance d'information ont mentionné que la grande difficulté que rencontre le personnel des ambassades en temps de crise est de localiser les ressortissants, dont la grande majorité ne sont pas inscrits sur les listes officielles. Hier, 1365 Canadiens avaient été recensés en Égypte, alors qu'on estime qu'ils sont environ 6500.

Ces derniers jours, plusieurs Canadiens ont raconté avoir tenté en vain d'appeler l'ambassade durant la fin de semaine. Celle-ci était fermée et plusieurs per-

sonnes n'ont été rappelées que deux ou trois jours plus tard.

## Tous à Ottawa?

Pour les libéraux, cette situation s'explique aisément: les fonctionnaires sont à Ottawa, dans le bureau du premier ministre, plutôt que sur le terrain. «*Il n'y a pas les services consulaires nécessaires sur le terrain pour les Canadiens qui sont dans les régions les plus difficiles du monde*», a dénoncé Bob Rae, critique de l'opposition officielle en matière d'affaires étrangères.

«*On doit reconnaître qu'il y a un problème avec le fait que la majorité de nos diplomates, de nos officiers consulaires sont à Ottawa, a-t-il expliqué en point de presse. Ils ne sont pas au Liban. Ils ne sont pas au Mexique. Ils ne sont pas en Égypte. Jusqu'à récemment le gouvernement conservateur pensait sérieusement à fermer notre ambassade en Tunisie.*»

Selon M. Rae, «*au lieu de penser à fermer les ambassades et à comment réduire les services aux Canadiens, il faut voir que nous vivons dans un monde qui n'est pas facile, où il faut avoir les services consulaires nécessaires.*»

Le Devoir

## Harper rencontrera Obama vendredi

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper rencontrera vendredi son homologue américain, le président Barack Obama, pour discuter «*d'enjeux bilatéraux et internationaux d'importance*». Mais une fois de plus, les questions de surveillance à la frontière occuperont l'avant-scène.

La visite de M. Harper survient au moment où un rapport du Government Accountability Office américain, dévoilé hier, conclut qu'un très faible pourcentage de la frontière canado-américaine présente un niveau satisfaisant de surveillance (50 kilomètres sur plus de 6000). Le sénateur indépendant Joe Lieberman estime que ce rapport «*est absolument alarmant*», car il confirme selon lui que «*le risque d'activité terroriste à la frontière nord est plus élevé qu'à la frontière sud*». «*Pourquoi? Parce qu'il y a plus de groupes islamistes extrémistes au Canada qu'il n'y en a au Mexique*», a expliqué M. Lieberman. Selon lui, «*la frontière nord offre une entrée facile pour les extrémistes, les terroristes et les criminels qui veulent clairement nuire aux États-Unis*». M. Lieberman a même évoqué la nécessité d'imposer un visa aux Canadiens visitant leur voisin du Sud. L'influent politicien a déjà annoncé qu'il ne se présenterait pas à l'élection de 2012.

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, Jason Kenney, a voulu calmer le jeu. «*Il n'y a jamais eu d'obligation de visa entre le Canada et les États-Unis pour nos ressortissants qui voyagent entre les deux pays. Je n'ai aucune raison de croire que cela changera. Cela poserait d'importants problèmes d'un point de vue économique et je ne prends pas cette idée très au sérieux.*» Le ministre a rappelé avoir rencontré M. Lieberman en décembre et que cette idée d'un visa n'avait pas été soulevée. «*Je n'interpréterai pas un commentaire impromptu fait par un sénateur comme étant un changement de politique à Washington.*»

Un des sujets à l'ordre du jour de la rencontre Harper-Obama pourrait être le plan de ce dernier sur le développement des énergies propres.

Le Devoir



CHRIS WATTIE REUTERS

Les questions de surveillance à la frontière occuperont l'avant-scène de la rencontre entre Stephen Harper et Barack Obama.

## EN BREF

## Les discussions Duceppe-Harper progressent sur les remises en liberté

Ottawa — Les discussions entre le Bloc québécois et le gouvernement conservateur pour mettre fin à la remise en liberté des prisonniers après avoir purgé la sixième de leur peine «*progressent*». Les chefs Gilles Duceppe et Stephen Harper se sont reparlé lundi soir et ont donné ordre à leurs représentants respectifs de poursuivre les

discussions. Les députés bloquistes Serge Ménard et Pierre Paquette ont rencontré au cours de la journée hier les adjoints des ministres John Baird (leader en Chambre du gouvernement) et Rob Nicholson (Justice) pour trouver un terrain d'entente. Le Bloc québécois reproche au gouvernement d'avoir levé le nez sur son projet de loi de 2009 qui aurait permis selon lui d'éviter la remise en liberté du fraudeur Vincent Lacroix après seulement 15 mois d'emprisonnement. Le Bloc dit vouloir éviter un scénario similaire avec Earl Jones. — *Le Devoir*

Congédié?  
Voyez  
François Gendron  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Vieux Montréal 514.845.5545

## ACTUALITÉS

## Un entrepreneur en colère bloque l'accès à l'hôtel de ville

JEANNE CORRIVEAU

Un entrepreneur en construction a bloqué pendant une heure hier matin l'entrée principale de l'hôtel de ville de Montréal avec une nacelle élévatrice. L'homme a posé ce geste d'éclat pour tenter de régler un litige qui l'oppose à la compagnie L'Unique assurances générales, responsable du chantier de rénovation de l'hôtel de ville.

Président-directeur général d'Hydrobric, Mario Bouchard soutient que la compagnie d'assurances refuse de lui verser 60 000 \$ qu'elle lui doit pour des travaux de nettoyage de la maçonnerie du bâtiment. «J'ai toutes les preuves qu'ils me doivent de l'argent», a affirmé hier M. Bouchard.

Frustré, M. Bouchard a bloqué l'entrée de l'hôtel de ville avec un équipement de machinerie dans l'espoir d'être payé par la Ville de Montréal. Mais la Ville n'a pas aimé la stratégie. «C'est à L'Unique assurances qu'il devra s'adresser, car tous les travaux facturés à la Ville ont été payés», a indiqué François Gouneau, chargé de communications à la Ville. Bloquer l'entrée de l'hôtel de ville est un geste qui, pour nous, est totalement inapproprié. On a appelé les policiers du SPVM pour dégager l'entrée et

ça s'est fait assez rapidement.»

Les travaux de rénovation de l'hôtel de ville ont pris l'allure d'une saga après que l'entrepreneur L. M. Sauvé, qui avait décroché le contrat en 2008, eut affirmé avoir fait l'objet d'une tentative d'extorsion de la part d'un membre de la mafia. En difficulté financière, il a finalement fait faillite au printemps 2009 et L'Unique assurances, qui cautionnait L. M. Sauvé, a pris en main le chantier. Au cours des derniers mois, les médias ont rapporté que des entrepreneurs affirmaient avoir de la difficulté à se faire payer par L'Unique assurances, qui s'occupe également du chantier du parlement fédéral à Ottawa depuis la faillite de L. M. Sauvé.

Mario Bouchard soutient même qu'un représentant de la compagnie d'assurances lui aurait demandé de gonfler une soumission, ce qu'il aurait refusé de faire. Le contrôleur général de la Ville, Pierre Reid, aurait eu vent de ces allégations et aurait interrogé M. Bouchard.

L'Unique assurances n'a pas rappelé Le Devoir.

Pour sa part, la Ville s'attend à ce que les travaux de l'hôtel de ville, réalisés au coût de 11,4 millions de dollars, soient terminés d'ici le début du mois de mars.

Le Devoir

## La majorité du thon en conserve est issu de pêches destructrices

FABIEN DEGLISE

Le thon se cuisine mal à la sauce développement durable. La majorité du thon en conserve vendu dans les épiceries au Canada, dont plusieurs de marques populaires comme Clover Leaf et de marques maison liées aux épiciers Sobeys, Loblaw et Metro, encourage des méthodes de pêche «destructrices», néfastes pour la survie de ce poisson et d'autres espèces marines, a dénoncé hier Greenpeace. L'organisme réclame au passage un changement de cap important dans cette industrie.

À peine deux des produits en conserve (Wild Planet et Raincoast), sur les 14 étudiés par Greenpeace, obtiennent en effet la note de passage pour leur engagement envers une pêche durable, écrit le groupe dans un rapport dévoilé hier en marge du Seafood Summit, qui se tient actuellement à Vancouver.

Dans l'ensemble, les marchands de thon en conserve se distinguent par des sources d'approvisionnement contestables, selon le groupe de pres-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

À peine deux des produits en conserve sur les 14 étudiés par Greenpeace obtiennent la note de passage pour leur engagement envers une pêche durable, soit Wild Planet et Raincoast.

sion, qui ne favorisent pas la pêche sélective, l'appui à des pêcheries locales, l'étiquetage transparent, mais aussi qui visent des espèces de thon comme le thon jaune, l'albacore ou le tongol, dont les stocks sont sur le point de flancher. «Dans

le cas du thon, le meilleur n'est pas toujours à l'intérieur de la boîte», a résumé Sarah King, responsable de la campagne chez Greenpeace. Sous le couvercle peut se trouver le produit d'une pêcherie destructrice.»

Tout en dénonçant le recours

à des réseaux illégaux de pêche au thon, l'organisme rappelle que les méthodes de pêche au thon par senne tournante et palangre causent des dommages chez les requins, les oiseaux marins et les tortues de mer, dont plus de trois millions périroient chaque année à cause de cette pêche. Les marques Sélection, Nos compliments, le Choix du Président, avec des notes inférieures à 45 %, mais aussi Clover Leaf, Pastène, Unico et Rio, au bas de la liste, sont montrés du doigt pour ne pas avoir encore pris les mesures nécessaires afin d'éviter ces effets pervers.

«Nous avons adopté une politique d'approvisionnement durable pour le poisson frais et congelé», a indiqué hier au Devoir Marie-Claude Bacon, porte-parole de Metro. La phase 2 à venir de cette politique devrait se pencher sur l'approvisionnement pour les produits de marque maison. Nos appels aux représentants de Sobeys, de Loblaw, mais aussi de Clover Leaf sont restés sans réponse.

Le Devoir

## Un guide pour les petits cordons-bleus

«Il y a un réel problème de sous-consommation d'aliments de base chez les enfants»

CAROLINE MONTPETIT

Ils sont petits, mais ils sont capables. Ils peuvent même pototer de précieux petits plats. Les producteurs laitiers du Canada ont lancé hier le grand livre des petits chefs, qui vise à faire cuisiner les tout-petits dans les garderies du Québec.

Alors que l'art de cuisiner se perd, le livre vise à favoriser la transmission de connaissances entre les adultes et les enfants. Le livre est en fait un outil de formation pour les éducateurs, invités du coup à diriger les mêmes dans la confection de gratte-ciel aux bleuets, de tou-

pies farcies ou de frittatas aux asperges.

Les faits sont là. Selon les données d'une enquête des diététistes du Canada, 52 % des Canadiens ne consacrent que 15 à 30 minutes à la préparation du souper tandis que 55 % des ménages auraient plus ou moins régulièrement recours à des plats préparés, surgelés ou commandés au restaurant.

Les recettes proposées dans le grand livre des petits chefs ne demandent pour la plupart pas de cuisson. Les ingrédients utilisés sont des ingrédients de base.

«On veut réapprendre aux enfants à utiliser ces ingrédients»,

disait hier Julie Paquette, nutritionniste aux Producteurs laitiers du Canada. Selon Stéphanie Côté, de Nutrium, le Centre de référence pour la nutrition de l'Université de Montréal, «il y a un réel problème de sous-consommation d'aliments de base chez les enfants québécois, en particulier les légumes et fruits et les produits laitiers».

Or, si l'enfant a fait lui-même le fort, les chances sont plus fortes qu'il veuille le manger, ajoute-t-on à l'égard des parents habitués aux combats pour faire manger les enfants.

Quarante-cinq pour cent des enfants québécois passent près

de 40 heures par semaine dans un centre de la petite enfance. Et un sondage du ministère de la Famille et des Aînés a déjà établi que 74 % des Canadiens qui sont sur le marché du travail mangent leur repas en vitesse, tandis que cette proportion est de 56 % pour les personnes au foyer. Enfin, selon Statistique Canada, les Canadiens cuisinent moins surtout par manque de temps (30 %), par manque d'énergie (23 %), par manque d'idées (23 %), par manque de planification (17 %) et enfin par manque d'habiletés en cuisine (3 %).

Le Devoir

EN BREF

## Ordre d'expulsion suspendu

Menacé d'expulsion vers son pays d'origine, un Montréalais d'origine chilienne arrivé au Canada il y a 32 ans a obtenu, hier, un sursis de la part d'un juge de la Cour fédérale. Victor Morales devait être expulsé la semaine prochaine, et ce, malgré qu'il ait posé ses valises au Canada en 1978. Le juge Yves De Montigny a permis à ce musicien de rue de rester au pays pendant que ses avocats feront appel d'une déci-

sion d'Immigration Canada l'empêchant de demeurer au Canada pour des raisons humanitaires. Agé de 40 ans, M. Morales est le père de trois enfants. Il se considère canadien et québécois après avoir vécu au pays presque toute sa vie. M. Morales a vaincu une dépendance à l'alcool et possédait un long casier judiciaire. Selon le gouvernement, cela était suffisant pour l'expulser vers le Chili. Mais son avocat a plaidé qu'il n'avait pas eu de problèmes majeurs avec la justice depuis 2004 et qu'il était désormais sobre. — La Presse canadienne

Le Devoir

Téléphone : 514 985-3322  
Télécopieur : 514 985-3340

## LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

<p><b>101</b> PROPRIÉTÉS À VENDRE</p> <p><b>101</b> PROPRIÉTÉS À VENDRE</p> <p><b>101</b> PROPRIÉTÉS À VENDRE</p> <p><b>101</b> PROPRIÉTÉS À VENDRE</p>	<p><b>101</b> PROPRIÉTÉS À VENDRE</p> <p><b>101</b> PROPRIÉTÉS À VENDRE</p>	<p><b>309</b> COLLECTIONS</p> <p>TIMBRES ACHÈTE Collection ou Accumulation. 514 775-8036</p> <p><b>320</b> AMEUBLEMENT</p> <p>SET DE CHAMBRE 6 morceaux en mersier comme neuf payé 4000 \$ 2 causeuses en tissu style champêtre comme neuves payées 1500 \$. Prix à discuter 514 504-5595</p> <p><b>440</b> SERVICES DOMESTIQUES</p> <p>Recherche Nanny expér. bébés. Fiable, responsable, 12\$/h déclaré incluant ménage, 7h-19h, 5j/sem Eisabeth 514-678-8924</p> <p><b>515</b> INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE</p> <p>VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTI ? Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables. 10 ans d'exp. Service à domicile. 514 573-7039 Julien</p> <p><b>540</b> SANTÉ / PRODUITS NATURELS</p> <p>BEDAINE ET MITAINE</p> <p>Accompagnement à la naissance Cours prénataux Massothérapie (thérapeutique, suédois, femmes enceintes) Boutique en ligne Membre RL.T.M.A., reçu d'assurances</p> <p>www.bedainemitaïne.com info@bedainemitaïne.com 819 322-1398</p>	<p><b>508</b> SERVICES FINANCIERS</p> <p><b>508</b> SERVICES FINANCIERS</p> <p><b>MULTI-ASSURANCES.COM</b></p> <p>- assurance hypothécaire - assurance invalidité - assurance-vie - maladie grave - voyage</p> <p>Obtenez une cotation en ligne. Le plus bas prix disponible en moins de 2 minutes! Comparez et économisez. Visitez <a href="http://www.multi-assurances.com">www.multi-assurances.com</a></p> <p><b>555</b> GARDERIES, AIDE FAMILIALE</p> <p><b>555</b> GARDERIES, AIDE FAMILIALE</p> <p><b>Éléphant Chocolat</b></p> <p>PLACEMENT DE GARDIENNES ET PROFESSIONNELS INC.</p> <p>«Quand papa et maman ne sont pas là, Éléphant Chocolat veille sur moi!»</p> <p>514-516-2192 contact@elephantchocolat.com www.elephantchocolat.com</p> <p><b>575</b> DÉMÉNAGEMENTS</p> <p>LES DÉMÉNAGEMENTS BRETON-SAVARD Emballage - Entreposage - Pianos. Assurances compl. Estim. gratuite. www.breton-savard.com 514 254-1447</p> <p><b>695</b> AUTOMOBILES</p> <p>À VENDRE HYUNDAI ACCENT 2009 Berline GL, 4 portes, argent - Excellent état et très propre. - Propriétaire non-fumeur. - Transmission automatique. - Modèle GL avec options électrique, radio avec prise MP3. - 4 pneus d'hiver / 4 pneus d'été presque neufs.</p> <p>Garantie transférable, prend fin le 31 juillet 2014. SEULEMENT 9 000 KM 13 900\$ négociable Caroline ou Yannick 450 656-8211 (soir) 514 985-3352 (jour) caro2330@yahoo.ca</p>
---	---	---	--



© Université Laval / Marc Robitaille

Sur les traces de l'histoire du Québec moderne

## PORTRAITS : LE QUÉBEC DEPUIS 1960

Une série animée par Florian Sauvageau, professeur et journaliste

Dès le 2 février : les mercredis 19 h  
En rediffusion : les dimanches 22 h

&gt; POUR TOUT SAVOIR : WWW.CANALSAVOIR.TV

EN COLLABORATION AVEC :



PARTENAIRE MÉDIA : LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

EN BREF

Élèves en difficulté :  
les négociations  
piétinent

Les négociations piétinent dans le dossier de l'intégration des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDAA). C'est pourquoi des membres de la Fédération des syndicats de l'enseignement et de l'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (secteur anglophone) ont planté hier matin 8500 fanions sur le parvis de l'Assemblée nationale à Québec et 1500 autres devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal. Selon les enseignants, la limite en matière d'intégration des EHDAA est clairement dépassée. «On ne peut plus continuer à faire de l'intégration à tout prix. Il y a des conditions essentielles à respecter, pour le plus grand bénéfice de l'ensemble des élèves de la classe», a déclaré Mannon Bernard, la présidente de la FSE dans un communiqué. Le sort de la convention collective est réglé, mais il avait été convenu que les discussions entourant l'intégration se poursuivraient au sein d'un comité paritaire. Si elles n'aboutissent pas d'ici le 11 février, un conciliateur devra être nommé. — *Le Devoir*

Patrimoine Canada  
réprimandé

Ottawa — Pourtant désigné comme leur grand défenseur, Patrimoine Canada a lui-même enfreint la loi qui vise à protéger les langues officielles, a conclu le Commissaire aux langues, Graham Fraser. Parce qu'il a trop tardé à approuver et fournir le financement aux organismes qui œuvrent auprès des communautés linguistiques en situation minoritaire, le ministre a nuï à leur développement et à leur épanouissement, a écrit le commissaire aux langues officielles, dont le rapport a été rendu public hier. — *La Presse canadienne*

MBA à 30 000 \$ : des étudiants font les frais  
des disputes entre McGill et Québec

Le nouveau statut du programme a entraîné une diminution de l'aide financière

LISA-MARIE GERVAIS

Des étudiants québécois inscrits au programme de MBA de McGill estiment faire les frais de la mésentente entre Québec et l'Université McGill. Environ la moitié des 20 étudiants québécois ou résidents du Québec de ce programme se sont vus réduire la part de prêts et bourses à laquelle ils ont droit. La raison? Le nouveau modèle autofinancé du MBA, à 29 500 \$ par année, a été changé de statut par le ministère de l'Éducation (MELS), ce qui a entraîné une diminution de l'aide financière aux étudiants.

Pat Tenneriello, un nouvel étudiant au MBA, s'était d'abord fait promettre une aide de 9000 \$, dont 6000 \$ en bourse et 3000 \$ en prêt. En octobre dernier, il a reçu une lettre lui disant qu'il n'avait désormais droit à qu'à un montant de 7600 \$ en prêts — constatant que la portion bourse avait été supprimée.

«Coupez-leur le financement si vous voulez, mais ne pénalisez pas les étudiants», a dit Pat Ten-

neriello, comme s'il s'adressait au gouvernement. «J'habite au Québec, je suis étudiant, et ce devrait être mon droit de choisir où je veux aller étudier pour avoir la meilleure éducation possible. Je devrais être traité comme n'importe quel autre étudiant qui demande des prêts et bourses», a-t-il ajouté.

M. Tenneriello, qui est aussi président de l'Association des étudiants au MBA, défend ainsi son choix d'avoir choisi d'aller à McGill où le programme coûte nettement plus cher qu'ailleurs, plutôt qu'à l'École des hautes études commerciales (HEC) ou à l'Université Concordia, par exemple. Selon lui, le MBA de McGill à 29 500 \$ est de grande qualité. Dans le dernier classement du *Financial Times* publié lundi, McGill est passée de la 95<sup>e</sup> position à la 57<sup>e</sup>, soit le gain le plus important qu'une école ait pu faire depuis l'an dernier.

## Revoir le calcul

Depuis septembre, les droits de scolarité du MBA de McGill s'élèvent à 29 500 \$ par année, alors qu'ils étaient fixés à



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Depuis septembre, les droits de scolarité du MBA de McGill s'élèvent à 29 500 \$ par année, alors qu'ils étaient fixés à 1700 \$ l'année précédente.

En 2011-2012, ils augmentent encore de 3000 \$. «Ce qui serait "fair", ce serait que le gouvernement du Québec continue

de baser son calcul de prêts et bourses sur le montant d'avant, le 1700 \$», a-t-il indiqué.

M. Tenneriello a dû se résoudre à demander un prêt au

Mouvement Desjardins, qui a une entente pour offrir des prêts étudiants à un taux d'intérêt plutôt faible, soit 0,5 % au-dessus du taux préférentiel. Il calcule qu'il aura 80 000 \$ de dettes à la fin de ses études de deux ans. Selon lui, ceux qui choisiraient une carrière dans le domaine de la responsabilité sociale en entreprise ne gagneraient pas des salaires aussi importants que ceux en finance et mettraient plus de temps à rembourser leur dette.

C'est en mai dernier que le MELS a modifié sa politique de reconnaissance des programmes pour l'attribution de l'aide financière. «L'autre ministre a pris position, elle était contre et voulait couper le financement à l'Université. Mais la nouvelle ministre, on ne sait pas encore ce qu'elle veut faire et c'est aux étudiants qu'elle coupe le financement», a souligné M. Tenneriello.

Le ministère de l'Éducation et le cabinet de la ministre Line Beauchamp n'ont pas répondu aux questions du *Devoir*.

Le Devoir

## Une nouvelle école secondaire publique verra le jour

Deux autres écoles juives officialisent également leur fusion

LISA-MARIE GERVAIS

Une école secondaire publique anglophone offrant des concentrations études juives et sports dans Côte-Saint-Luc ouvrira ses portes dès la prochaine rentrée scolaire. La commission scolaire English-Montréal (CSEM) vient tout juste d'ouvrir la période d'ins-

cription (du 7 au 18 février) afin de déterminer si la masse critique est atteinte pour ouvrir au moins un premier niveau, soit la première secondaire. La nouvelle école sera logée dans le bâtiment de l'ancienne école Wagar, dans Côte-Saint-Luc, un quartier à forte dominance juive et italienne.

Cette annonce survient alors

que dans le même secteur, deux autres systèmes scolaires juifs, Talmud Torah unis de Montréal inc. et les Ecoles juives populaire et les écoles Peretz, viennent d'officialiser leur fusion. Rivaless, ces deux entités comprenant des écoles primaires et secondaires francophones et anglophones devront tenter de trouver un ter-

rain d'entente pour harmoniser leurs deux philosophies différentes, la première étant considérée comme plus «religieuse». Dans cette réorganisation scolaire, dont les effets devraient se faire sentir dès 2013, la construction de deux nouvelles écoles est prévue et un effort particulier sera fait en matière de francisation des élèves.

Syd Wise, commissaire scolaire à la CSEM et qui s'est occupé du projet de la nouvelle école, n'est pas inquiet de cette compétition, car «nous visons les parents qui sont fatigués de dépenser 10 000 \$ par année [pour envoyer leur enfant à l'école]», a-t-il dit au quotidien *The Gazette*.

Le Devoir

porter

Aéroport de Toronto.  
Le bien nommé.

L'aéroport de Toronto porte bien son nom. Il est vraiment situé à deux pas du centre-ville de Toronto.

Grâce à cette proximité, à l'enregistrement et au contrôle de sécurité bien rodés, vous gagnez un temps précieux que vous n'aurez pas à passer avec nous. Toutefois, le luxe de nos salons vous incitera sans doute à rester plus longtemps en notre compagnie.

Porter. Raffinée sur toute la ligne.



Vols au départ de Montréal. Réservez avant le 2 février.

TORONTO 20 par jour <b>119* \$</b>	HALIFAX <b>134* \$</b>	ST. JOHN'S <b>169* \$</b>	SUDBURY <b>179* \$</b>	THUNDER BAY <b>129* \$</b>	BOSTON <b>199* \$</b>	CHICAGO <b>209* \$</b>	MYRTLE BEACH Dès le 17 fév <b>259* \$</b>	NEW YORK <b>129* \$</b>
--	---------------------------	------------------------------	---------------------------	-------------------------------	--------------------------	---------------------------	---	----------------------------

Réservez en ligne, appelez au 1-888-619-8622 ou contactez votre agent de voyages.

\* Réservez avant le 2 février 2011 pour vos trajets avant le 26 juin 2011. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. L'aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Ce tarif aller-simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

flyporter.com

## ÉDITORIAL

## Le retrait de Moubarak

## Mi-figue, mi-raisin

Ce qui était pratiquement officieux est devenu officiel: Hosni Moubarak ne se présentera pas à l'élection présidentielle prévue pour l'automne prochain. Ainsi donc, à la suite des pressions exercées par la rue et celles plus discrètes mais fermes de la Maison-Blanche, Moubarak jette l'éponge et promet que d'ici son départ la Constitution sera amendée afin que diverses forces politiques puissent participer à ce scrutin.

A

u terme d'une journée où le nombre de manifestants s'est avéré le plus imposant depuis l'amorce du sursaut populaire, Moubarak a décidé de couper la poire en deux: je m'en vais, mais pas tout de suite. La perspective qu'il reste au pouvoir pendant encore dix mois a fait grincer les dents de Mohamed el-Baradeï, porte-parole de l'opposition, qui souhaite encore et toujours qu'il plie bagage dans les plus brefs délais et qu'il dissolve l'assemblée

au plus vite.

En attendant de savoir si les opposants à la personne Moubarak, mais pas au régime dans son entier, vont maintenir la pression, reste cet engagement de l'actuel président: les deux articles de la Constitution qui étouffaient tout élan démocratique, qui cadenassaient la vie politique au point de l'avoir réduite au parti unique, vont être modifiés prochainement. Après soixante ans de mainmise militaire, les Égyptiens vont enfin bénéficier d'un appel d'air.



SERGE TRUFFAUT

Sur cet aspect du dossier, selon un scoop du *New York Times*, le gouvernement Obama a dépensé beaucoup d'énergies pour convaincre, pour ne pas dire forcer, le rais que la dictature devait céder aux exigences démocratiques scandées par des millions de personnes dans les rues du Caire, d'Alexandrie, de Suez et d'autres villes du pays. Les sorties

publiques de la secrétaire d'État Hillary Clinton se sont accompagnées de discussions au sommet entre Moubarak et Obama et de la mission discrète d'un émissaire américain, Frank G. Wisner, qui a remis une missive stipulant que les États-Unis pourraient être enclins à réviser certaines aides financières si le chef égyptien refusait d'entendre raison.

La réforme des balises politiques devrait logiquement se solder par la formation de divers partis, dont un probablement animé, voire dirigé, par el-Baradeï, les autres par les figures de proue de courants laïques. Reste la grande inconnue: que vont faire les Frères musulmans? Que va faire ce mouvement qui est par ailleurs le mieux organisé du pays? Pour l'heure, il semble que les dirigeants opteraient pour une solution empruntant au modèle turc. Autrement dit, on créerait un parti qui rassemblerait des personnalités issues des Frères musulmans.

Cela étant, il faut s'attendre à ce que les exemples tunisien et égyptien alimentent les désirs de liberté de la Syrie à l'Algérie en passant par la Jordanie, le Yémen et d'autres. Dans les jours comme dans les semaines qui viennent, les cas de la Syrie et de l'Algérie vont être plus particulièrement intéressants à suivre. L'Algérie parce que, à l'instar de l'Égypte, elle est dominée par la caste des militaires depuis l'indépendance. La Syrie parce que la minorité alaouite impose sa loi à une population très majoritairement sunnite. Bref, le printemps arabe est peut-être bien en cours.

## Code du travail

## Le changement s'impose

Dans l'histoire contemporaine, les changements aux lois du travail ont souvent été apportés à la suite de durs et longs conflits qui ont marqué l'opinion publique.

Quelques années après la grève de Murdochville en 1957, Québec amendait le Code du travail pour interdire les congédiements pour activités syndicales. Au cours de la décennie 70, c'est après une grève ponctuée de violence à la United Aircraft que le gouvernement de René Lévesque a introduit les dispositions interdisant le recours à des travailleurs de remplacement lors d'un conflit.

Les deux très longs conflits qui ont touché *Le Journal de Québec* et *Le Journal de Montréal* ont montré les limites de ces articles anti-briseurs de grève introduits en 1977. Alors que le législateur voulait

limiter la portée de sa loi en interdisant le recours à des travailleurs de remplacement uniquement dans «l'établissement» touché, l'évolution des technologies de communication permet maintenant à plusieurs catégories de salariés de produire les mêmes services sans avoir à se rendre sur les lieux physiques de leur entreprise. En toute logique, il serait normal de dématérialiser, pourrait-on dire, le sens du terme «établissement» que les tribunaux ont interprété de façon restrictive au fil de leurs décisions.

Cela dit, les choses ne sont pas si simples dans le contexte politique actuel. En matière de législation, tout est question de rapports de forces et de perception politique. En 2003, le gouvernement Charest a profité d'un rapport de force qu'il croyait favorable pour adopter, sans consultations, des amendements à l'article 45 du Code du travail portant sur la sous-traitance.

Aujourd'hui, ce gouvernement est au plus bas dans les sondages, ce qui le rend moins arrogant envers ses adversaires. Irait-il jusqu'à amender le Code du travail, en faveur des syndicats cette fois?

Ce serait surprenant, à moins que le politicien Charest souhaite partir en laissant derrière lui l'image d'un homme progressiste qui a aussi modernisé les lois du travail. N'est-ce pas ainsi qu'il a raisonné en jetant le projet Le Suroît aux poubelles au profit de l'aventure éolienne? Et plus récemment, en prenant un virage marqué par la prudence dans le dossier des gaz de schiste, virage qui reste à confirmer, bien sûr.

Certes, ouvrir le Code du travail est un geste risqué puisqu'il invite les parties à revendiquer d'autres amendements. Le patronat, notamment, a laissé savoir qu'il souhaitait l'abolition pure et simple des dispositions anti-briseurs de grève et plusieurs changements importants aux règles de la syndicalisation.

D'autres, comme l'ADQ, rêvent de faire sauter la formule Rand qui oblige tous les employés à payer une cotisation qu'ils aient adhérent ou non au syndicat qui les représente. Rappelons-lui qu'en France, un salarié est libre d'adhérer ou non à un syndicat, mais en contrepartie, n'importe quel syndicat, même minoritaire, peut voter la grève en tout temps.

S'il n'est jamais sage d'agir de façon précipitée, le temps est tout de même venu d'adapter notre Code de travail à la vie moderne.

j.rsansfacon@ledevoir.com

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



## L E T T R E S

## Des raisons au suicide

Lettre à Marguerite Blais, ministre responsable des aînés

Nous constatons que vous offrirez à l'avenir plus de crédit aux associations de prévention du suicide, celui-ci touchant de plus en plus les aînés. La solution est-elle de faire plus de publicité pour prévenir le suicide chez nous ou de trouver des adoucissements à la vie des aînés? Étant moi-même aînée, je puis énumérer quelles sont leurs principales sources d'inquiétude et quels défis ils ont à relever à mesure que le temps passe.

Les craintes de pertes physiques, de l'ouïe, de la vue, de la mobilité entre autres et surtout de la sénilité. Perte du permis de conduire si elles en ont un, et difficultés croissantes à participer à la vie sociale.

Les craintes économiques: celle de l'inflation qui n'est pas la moindre et des crises financières qui grugent leur capital. Peur de manquer d'argent, constante.

La crainte de devoir prendre les transports en commun quand on ne s'en sent pas la force. Peur journalière de tomber sur la glace l'hiver quand on est encore capable de sortir. Ceci, en plus des craintes communes à tous les mortels: d'être agressé, etc.

La peur de devoir déménager, d'être propulsé dans des gîtes inadéquats, peur d'être abandonné parce que la famille est trop occupée ou que les proches sont décédés ou malades eux-mêmes. Et peut-être leur plus grande peur: ne pas trouver de médecin ou ne pas réussir à le joindre en cas d'urgence, peur d'être malades et d'attendre de longues heures ou de longues journées sur des civières à l'hôpital. Peur qu'on les renvoie souffrantes chez elles. Peur de ne pas recevoir le soutien des CLSC, comme on le leur avait promis depuis des années.

Peur de mourir, sans doute, et surtout de souffrir trop longtemps avant de mourir. Voilà pourquoi, peut-être, se suicident les personnes âgées.

Ghislaine Gillet Cimon  
Québec, le 28 janvier 2011

## Et les autres ?

Dans le but d'assurer la sécurité des citoyens, le ministre de la Santé a confirmé la démolition de l'hôpital de Baie-Saint-Paul. Pourquoi n'entend-on pas parler maintenant des autres édifices publics de cette localité qui, eux aussi, se trouvent dans une situation de «précarité extrême»? Ce sont, par exemple, les églises, les écoles, l'aréna, la bibliothèque, etc. Ne devrait-on pas appliquer la même logique que celle considérée pour l'hôpital puisqu'eux aussi n'ont pas été conçus selon le Code du bâtiment actuel? N'appartient-il pas dorénavant au ministre de la Sécurité publique et au ministre du Travail (Régie du bâtiment) d'ordonner les interventions requises, ce qui pourrait inclure la démolition comme solution privilégiée? Pour ces édifices, comme pour l'hôpital, il importe d'assurer la même sécurité des citoyens, car dans ce domaine, on ne peut s'en tenir à deux poids, deux mesures. D'ailleurs, ces deux ministres ne peuvent désavouer les actions hautement sécuritaires de leur collègue de la Santé en ne tenant pas compte de la situation des autres lieux publics et du danger qu'ils constituent pour les citoyens qui les fréquentent. Ce serait affirmer que la démolition de l'hôpital est une imposture.

Anita Poulin et Jean-Marie Desgagné  
Le 28 janvier 2011

## Le mystificateur démystifié

Bernard Coulombe, patron de la mine Jeffrey d'Asbestos, croit au chrysotile. Avec d'autres employés, il a repris la mine en 1983, quand la Johns-Manville a décidé de s'en défaire. M. Coulombe est certainement sincère. Est-il crédible pour autant, quand il s'agit de la sécurité de l'utilisation du chrysotile?

Cette fin de semaine, Mine Jeffrey inc. s'est payée une page complète dans *Le Devoir* pour promouvoir son produit. L'argument, signé par M. Coulombe, commence ainsi: «Chaque être humain respire environ 10 000 fibres de chrysotile par jour sans effets mesurables sur sa santé.» Puis il ajoute que «l'érosion, depuis des milliards

d'années, génère jusqu'à une microfibre de chrysotile par litre d'air (0,001 F/cc) partout autour de la Terre». On aimerait savoir où il a pris ces données. À côté de la mine Jeffrey?

L'Institut national de santé publique, pour sa part, publiait en 2003 «Fibres d'amiante dans l'air intérieur et extérieur. État de situation au Québec» ([www.inspq.qc.ca](http://www.inspq.qc.ca) — INSPQ-2003-053 p.57-58). Si le texte sur l'environnement extérieur indique que «la fibre d'amiante chrysotile est ubiquitaire dans l'environnement et les niveaux sont à peu près constants depuis les dix mille dernières années», il ajoute que «les niveaux dans l'air sont en général, à moins de sources particulières, plus élevés en milieu urbain qu'en milieu rural». Il précise en outre qu'en l'absence de sources ponctuelles, les concentrations de fibres dans l'air en milieu rural ne dépassent généralement pas 0,00001 F/cc, ce qui est 100 fois inférieur au chiffre donné par M. Coulombe.

Quant aux milieux urbains, où «les principales sources sont les freins d'automobile, les travaux de démolition ou les industries», des concentrations plus élevées ont certes été mesurées. Mais le texte de l'INSPQ ajoute, à partir d'une revue de 20 études faite à l'intention du Congrès des États-Unis et reprise par le Health Effects Institute, que la grande majorité des concentrations mesurées en milieu urbain sont inférieures à 0,0001 F/cc, ce qui est encore 10 fois moins élevé que ce qu'annonce M. Coulombe.

En 2007, le ministère de l'Environnement du Québec publiait quant à lui des mesures de concentration de l'amiante chrysotile dans l'air de villes québécoises. À Montréal et à Québec, que ce soit au centre-ville ou près de zones de grande circulation, il ne trouvait aucune fibre d'amiante dans ses échantillons, alors qu'à Thetford Mines et à Black Lake, il faisait état de concentrations allant de 0,002 à 0,008 F/cc.

Peut-on croire M. Coulombe lorsqu'il s'agit de la sécurité de son produit?

Micheline Marier  
Montréal, le 30 janvier 2011

## LIBRE OPINION

## À l'autre bout du fil

JOANNIE ROY

Bénévole à Suicide Action Montréal

Depuis bientôt huit mois, à raison d'une fois par semaine, j'écoute. Je m'inquiète. J'espère...

Toutes les semaines, j'entends pleurer, souffrir. J'entends crier. J'entends l'inquiétude. J'entends la peur, le désespoir. J'entends la perte. J'entends le découragement. J'entends la honte, la panique. J'entends le non-sens. J'entends le deuil... J'entends un ultime appel d'aide. J'entends parfois, qui sait, les derniers mots.

Chaque fois que le téléphone sonne, nous sommes deux ou trois, qui espérons faire une petite différence. Nous espérons gagner 24 heures. Parfois même, une seule petite heure de plus. Chaque fois que la sonnerie retentit, on ne sait jamais. On ne sait pas qui. On ne sait pas pourquoi. On ne sait pas comment. On ne sait pas où. Mais surtout, on ne sait pas quand.

Puis, au bout de quelques secondes

d'échange, une couleur est déterminée. L'urgence de vivre est cochée. Peu importe son degré, elle est primordiale. Vitale.

Le suicide n'est pas raciste. Il n'a pas de choix de religion. Il n'a pas d'orientation sexuelle. Il n'a pas de métier. Il n'a pas de statut social. Il n'a pas d'intelligence. Il n'a pas d'études. Il n'a pas de préférence.

Ces soirs-là, je laisse ma vie derrière. Mes tracas aussi. Mon quotidien demeure à la porte du service de Suicide Action Montréal. Parce que ce soir-là, ce n'est pas ma vie la priorité, c'est plutôt la vie des appelants.

Nous nous devons de faire grandir la partie qui veut vivre. Nous voulons écouter. Questionner. Comprendre. Ne pas juger. Aider. Il y a là en présence l'une de l'autre deux voix qui ne se connaissent pas. Deux voix qui échantonnent. Deux voix qui essaient de faire le pacte de la vie ensemble.

Par cette expérience, c'est moi qui grandis le plus. C'est moi qui réalise à quel point la vie est précieuse. À quel point ma

vie n'est pas banale. À quel point je suis chanceuse d'être de ce côté du téléphone.

Parfois, je m'inquiète. Je rentre chez moi et pendant le long trajet du métro qui me ramène à la maison, j'espère... J'espère que pour ce soir, tout ira bien.

Certains marquent ma mémoire. Je pense à eux parfois. Je les ai peut-être déjà croisés. Peut-être était-ce cette dame qui m'a servi un café. C'était peut-être ce père boutonnant le manteau de sa fille. C'était peut-être ce gars-là qui rit avec ses amis dans le parc. C'était peut-être vous.

La semaine suivante, je parcours le babillard espérant avoir des nouvelles. Il y a souvent des mots. Des mots d'espoir. Des mots qui aident à affronter les maux. Je tends l'oreille aux autres. Et vous, tendez-vous la main à ceux que vous aimez?

À tous mes collègues de Suicide Action Montréal, à tous ceux avec qui j'ai parlé: merci. Puisqu'avec vous, c'est moi que j'aide.

À la douce mémoire de Yannick, 1979-2008.

## IDÉES

Égypte

## Un premier test de politique étrangère pour Obama

CHARLES-PHILIPPE DAVID

ÉLISABETH VALLET

Respectivement professeur de science politique et professeure associée en géographie à l'UQAM ainsi que coprésident et membre de l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

**L**e 4 juin 2009, Barack Obama prononce son premier grand discours dans le monde arabe. Au Caire, il énonce des idées audacieuses et ouvre la porte au dialogue; dans l'assemblée quel qu'un crie: «Obama, we love you!» Mais le monde musulman n'est pas tout à fait dupe: selon une étude de l'Université du Maryland menée conjointement avec Zogby international en 2009 auprès des populations arabes, seuls 4 % des sondés estiment que la démocratie est un objectif pour les États-Unis au Moyen-Orient.

Par contre, 43 % pensent que leurs actes sont motivés par le contrôle du pétrole, 52 % par la protection d'Israël, 24 % par la volonté de maintenir le *statu quo* régional. Or l'Égypte est le deuxième récipiendaire de l'aide économique et militaire américaine après Israël, et un pays pétrolier et gazier qui exporte peu. Seul État arabe avec la Jordanie à avoir signé un traité de paix avec Israël, c'est sa centralité géographique qui en fait le pivot de la géopolitique américaine pour ses opérations militaires. Et c'est ce qui explique l'exercice de haute voltige auquel se plie l'administration Obama depuis quelques jours.

## Éviter à tout prix le syndrome Carter

L'administration Obama n'est pas seule à tergiverser depuis le début du printemps arabe amorcé en Tunisie. Toutes les chancelleries occidentales cherchent à définir leur marge de manœuvre dans cette région très volatile. Prise entre la volonté de maintenir sa sécurité nationale et de demeurer fidèle aux principes moraux énoncés au Caire en 2009, l'administration Obama cherche à éviter de sombrer dans le syndrome qui a sonné le glas de la présidence de Carter.

Trop prudent, trop cérébral, pas assez intuitif, le président Carter qui rêvait de faire de la



JIM WATSON AGENCE FRANCE-PRESSE

Les États-Unis doivent simultanément éviter de donner l'impression qu'ils pratiquent encore une politique de «changement de régime» au Moyen-Orient et, dans le même temps, ne pas passer pour des alliés volages.

promotion des droits de la personne la clé de voûte de sa politique étrangère, a fini par se heurter à la réalpolitik: mal équipé pour répondre à la révolution iranienne, à la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran, il n'a pas su créer une équipe capable de pallier ses défauts décisionnels. Au début de l'année 2010, Zbigniew Brzezinski, conseiller pour la sécurité nationale de Carter de 1977 à 1981 (il est celui qui assura le shah, en novembre 1978, du soutien inflexible des États-Unis), écrivait, dans la revue *Foreign Affairs*, qu'Obama avait tous les risques de préférer la précaution à l'action.

## Grandes manœuvres sur Pennsylvania Avenue

L'Égypte est le premier vrai test de politique étrangère pour l'administration démocrate, car elle n'est pas directement le fait de l'héritage des années Bush. C'est également le moment de vérité pour Richard Daley, nouveau secrétaire général de la Maison-Blanche, qui doit prouver qu'il est en mesure de faire fonctionner l'équipe renouvelée de la Maison-Blanche. En effet, Obama a voulu mettre en place une «équipe de rivaux» pour disposer d'avis contradictoires et

éviter ainsi les écueils de la pensée groupale qui a prévalu sous l'administration Bush: il en fait sans doute les frais.

Son équipe de sécurité nationale est hétérogène. Tom Donilon, son conseiller pour la sécurité nationale, est — contrairement à son prédécesseur Jim Jones — plus un conseiller politique: il est là pour arbitrer les différends entre militaires et civils, entre le secrétariat d'État et le Pentagone, à l'origine des effets dilatoires sur la prise de décisions sur l'Afghanistan. Si l'amiral James Clapper, à la tête de la direction du renseignement, a une bonne connaissance des affaires internationales, tout comme Dennis Ross, conseiller spécial sur le golfe Persique, Leon Panetta, directeur de la CIA n'en a aucune: sa nomination visait à restaurer l'intégrité d'une institution discréditée par le gouvernement Bush.

Ces différences ont nécessairement un impact sur les intentions politiques des différents conseillers. Ce faisant, leurs dissensions sont réelles. C'est ce qui peut expliquer les lenteurs dans la prise de décisions et la tiédeur de certaines déclarations. Il y a une semaine, les conseillers de sécurité nationale ont évoqué, derrière des

portes closes, la possible fin de l'ère Moubarak. Ils se sont formellement rencontrés samedi et dimanche dernier dans la Situation Room. [...]

Malgré cette prise de conscience de la réalité égyptienne et la justesse des analyses de terrain produites entre 2007 et 2009 par l'ambassade américaine au Caire (et divulguées par WikiLeaks), le paquebot américain paraît naviguer à vue.

Alors que le vice-président Biden laissait encore entendre récemment que Moubarak n'était pas un dictateur, le vent a tourné la fin de la semaine dernière lorsque sur Twitter, David Axelrod a critiqué directement le gouvernement égyptien alors que Robert Gibbs a évoqué de possibles réductions de l'aide américaine. Dans le même temps, sur les grandes chaînes télévisées dimanche, Hillary Clinton est graduellement passée du fait de vanter la stabilité du pays à l'appel à des élections libres. [...]

## Exercice de haute voltige au pays des pharaons

Dans le Machrek, Obama se transforme en funambule, naviguant entre l'idée de ne pas sacrifier l'équilibre établi de longue date dans la région et le

fait d'être du bon côté de la barrière à la fin de l'histoire. Qui soutenir, d'Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe et très populaire ex-ministre des Affaires étrangères, de Mohamed el-Baradei, Prix Nobel de paix en 2005, résolument pro-Obama au cours des deux dernières années et soudainement très critique de la politique américaine en ce qui concerne la nébuleuse du Mouvement du 6-Avril et Mohamed Badie, guide suprême des Frères musulmans, qui semble s'être résolu à entrer dans le jeu après être demeuré longtemps à l'arrière-plan?

Il s'agit de concilier l'attachement traditionnel des États-Unis à la démocratie et le soutien traditionnel de l'oncle Sam à l'Égypte. Le dilemme est corrélatif, mais pas inédit: le silence assourdissant des Américains lors de la révolution d'avril dernier au Kirghizistan prouve que le choix ne va pas nécessairement vers les idéaux démocratiques. Les États-Unis ne peuvent pourtant pas négliger la contestation égyptienne comme ils l'avaient fait avec l'opposition iranienne — perdant ainsi la Perse. Ils doivent simultanément éviter de donner l'impression que les États-Unis pratiquent encore une po-

litique de «changement de régime» au Moyen-Orient et, dans le même temps, ne pas passer pour des alliés volages.

## Les États-Unis sont-ils un allié fiable?

Alors que Barack Obama scandait au Caire, il y a deux ans, que les implantations de colonies devaient s'arrêter, les États-Unis ont fini par renoncer à s'imposer à Israël: le capital politique que le président s'était construit dans le monde arabe s'est alors évaporé. Mais le coup de grâce, au demeurant amorcé par Moubarak lui-même hier, pourrait venir avec la chute du gouvernement égyptien et prendre deux formes. D'un côté, si l'Égypte bascule, elle peut entraîner avec elle des alliés secoués par des manifestations comme la Jordanie, le Yémen, et finir par affecter plus encore le Liban. Elle peut également entraîner dans le camp des États faillis, terreaux fertiles du terrorisme, le Soudan, la bande de Gaza et la Cisjordanie. Elle pourrait enfin créer des inconnues si la chape de plomb devait être levée en Syrie ou si la contestation finissait par gagner l'Iran.

De l'autre côté, si les États-Unis donnent le sentiment très clair de ne pas être un «ami» fiable et de lâcher leurs alliés dans les moments cruciaux, l'Arabie saoudite, le fragile Pakistan ou encore le Koweït pourraient être amenés à reconsidérer leur politique pro-américaine. Et l'Iran (s'il n'est pas vulnérable à la contagion politique) peut enfin se frotter les mains. L'effet domino est là. La meilleure décision est encore celle du départ «volontaire» de Moubarak tel qu'annoncé hier et la mise en place rapide en Égypte d'un processus de transition démocratique et d'une élection présidentielle.

Enfin, encore en pleine crise économique, les États-Unis n'ont pas les moyens financiers de perdre l'Égypte: le canal de Suez et l'oléoduc Suez-Méditerranée représentent 3 millions de barils de pétrole par jour; sa fermeture signifierait un détour de 10 000 km, soit dix jours pour les pétroliers. Et si les puissances occidentales ont des réserves stratégiques pour amortir le choc, il demeure que la hausse du coût du baril aura un impact proportionnel sur la croissance mondiale. La politique étrangère de Barack Obama vient résolument d'entrer dans une nouvelle ère.

## Révoltes dans le monde arabe

## Peut-on parler d'une révolution Facebook?

JULIEN SAADA

Directeur adjoint de l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (OMAN) de la chaire Raoul-Dandurand

**L**es mouvements de révolte en Tunisie et en Égypte entraînent de nombreux observateurs à parler de la première révolution numérique dans le monde arabe. Les médias sociaux comme Twitter ou Facebook sont célébrés comme éléments moteurs de la toute récente «révolution du jasmin» et l'empressement du gouvernement Moubarak à bloquer toute connexion Internet en Égypte démontre l'inquiétude des régimes quant à ces formes de communications.

Pourtant, en Iran, à la même période, deux activistes furent exécutés par pendaison, accusés d'avoir distribué photos, affiches et vidéos des manifestations postélectorales de juin 2009 pour le compte d'une organisation ennemie. De même, le blogueur Hossein Derakhshan, surnommé également le «Blogfather» en Iran pour avoir diffusé la technique permettant de bloquer en farsi, subit une peine de 19 ans d'emprisonnement, accusé entre autres d'avoir diffusé une «propagande contre le régime islamique» à travers ses activités Internet. Ces éléments relativisent la capacité de déstabilisation des réseaux sociaux. Il est vrai que ces nouveaux outils, ajoutés aux chaînes satellitaires, à l'utilisation des téléphones portables et à la mobilisation de la diaspora, contribuent à une meilleure visibilité des mouvements de protestation au sein des régimes autoritaires.

La ténacité des mouvements sociaux actuels dans le monde arabe témoigne, en plus de revendications socio-économiques majeures, de la présence d'un nouvel espace public qui s'est structuré à travers le développement d'Internet, des chaînes satellitaires et des réseaux sociaux. D'un espace public visible mais encore trop faible pour aboutir à des changements politiques, l'utilisation plus efficace des médias sociaux dans les révoltes tunisienne et égyptienne soulève la possibilité d'un espace public arabe aujourd'hui plus susceptible de faire pression sur ses gouvernants.

Néanmoins, une révolution digitale ne mène pas nécessairement à une révolution politique. Les outils de communications servent aussi bien les protestataires que les régimes en place. Il est même d'ailleurs plus simple pour les appareils du pouvoir de tracer, filtrer et repérer les activistes sur le Net avec le développement de ces nouvelles technologies. En outre, la mise en place de mouvements de révolte à travers la fonction Twitter (ou même messagerie texte) des téléphones portables reste toujours assujettie à la possibilité pour le régime de tirer — ou non — sur la foule, comme l'ont exposé les événements en Iran, en Thaïlande ou en Biélorussie.

## Contextes différents, mobilisations semblables

Les mobilisations en Iran et en Tunisie révèlent des points communs quant à l'utilisation des médias sociaux. D'abord, l'influence de la diaspora sur la visibilité internationale. Les diasporas

tunisiennes et iraniennes ont pu en effet relayer à travers leurs réseaux Facebook et Twitter les images des protestations se déroulant dans leur pays respectif, communiquant parfois directement avec les grands médias classiques qui ne peuvent se rendre sur place en raison de la censure gouvernementale.

Le deuxième élément, plus problématique, concerne la focalisation des médias sur l'effet révolutionnaire des réseaux sociaux. Les mouvements de révolte en Tunisie ont pu se révéler menaçants en raison, entre autres, de l'appui des syndicats, de la classe moyenne et d'une partie du pouvoir. En Iran, le «Mouvement vert» n'aurait pas connu une telle ampleur sans le soutien d'éléments officiels du régime, à savoir Mir Hossein Mousavi, l'ancien président Mohammad Khatami, l'opposant Medhi Karroubi ou encore le défunt ayatollah Montazeri.

Dernier élément, en revanche plus positif, réside dans la capacité des technologies à alimenter très rapidement un mouvement de révolte, d'abord informel, sans leader clairement défini et partant d'un événement imprévu. Ce fut notamment le cas en Tunisie, avec l'immolation du jeune Sidi Bouzid et en Iran, avec le résultat contesté des élections présidentielles. L'aspect éphémère, *ad hoc* et décentralisé des mouvements soutenus par les réseaux sociaux s'avère beaucoup plus ardu à contrôler.

## La blogosphère égyptienne

Option pertinente, la blogosphère égyptienne constitue une sorte de mouvement hybride, à la

fois décentralisé et permettant de délibérer, qui a la possibilité de décider collectivement de l'organisation ou non de manifestations. Elle comporte une pluralité d'opinions en provenance de l'opposition, y compris aussi bien des séculiers que des Frères musulmans, des blogueurs liés au mouvement Kefaya ou encore ceux qui cherchent à dénoncer les actions de tortures et d'abus de la police. Peu après le départ de Ben Ali de Tunisie, une vidéo du mouvement Kefaya, proposant aux Égyptiens de suivre l'exemple tunisien en descendant dans la rue, fut diffusée largement via YouTube et la blogosphère.

Vers la fin du *statu quo*?

Les mouvements de révolte dans le monde arabe soulèvent avant tout l'usure des régimes en place et une volonté de mettre définitivement un terme au *statu quo* qui perdure dans la région. Les premières revendications sont avant tout économiques, sociales et ne correspondent pas nécessairement aux messages diffusés via les réseaux sociaux de la diaspora.

Cependant, la capacité de ces mouvements à s'organiser, à communiquer de manière à la fois collective et décentralisée, la pluralité d'opinions qui s'exprime via la blogosphère et Internet; la possibilité d'obtenir de l'information à travers Al-Jazeera et le Web participatif; tout cela témoigne d'un espace public arabe qui évolue depuis la pénétration d'Internet et des premières chaînes satellitaires et qui dispose peut-être aujourd'hui des mécanismes lui permettant d'obtenir un réel changement politique.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzeiti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters), information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Dominique Reny (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (carticartiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site Internet), Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Émilie Parent-Bouchard et Édenne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec), PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Bailly-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Amel Elinam, Veronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Mathews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Veronique Pagé, Monique Proteau.

## MOUBARAK

SUIVE DE LA PAGE 1

[Tahrir]», a déclaré au micro l'un des dizaines de milliers de manifestants rassemblés dans le centre de la capitale, Le Caire, au huitième jour de la révolte contre le régime.

Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 29 ans, s'est engagé à coordonner une transition pacifique entre lui et son successeur, notamment en suggérant des amendements constitutionnels afin de faciliter les candidatures en vue de l'élection présidentielle.

«Je le dis en toute sincérité, et sans tenir compte de la situation actuelle, je ne comptais pas me présenter à un nouveau mandat présidentiel», a déclaré M. Moubarak, qui effectue son cinquième mandat de six ans. «Ma première responsabilité maintenant est de ramener la sécurité et la stabilité à la patrie pour assurer la transition pacifique du pouvoir», a-t-il poursuivi, en accusant «certaines forces politiques d'avoir [...] attisé le feu des manifestations».

«Je vais mourir en terre égyptienne. Je serai jugé par l'Histoire pour mes mérites et mes démérites», a-t-il conclu.

## La transition, maintenant

Mais, le président des États-Unis, Barack Obama, a appelé hier son homologue égyptien, Hosni Moubarak, à entamer sans tarder une transition pacifique.

M. Obama, qui s'est entretenu avec M. Moubarak pendant 30 minutes, s'est toutefois gardé de l'exhorter à démissionner immédiatement.

«Ce qui est clair, et je l'ai dit ce soir au président Moubarak, c'est que je crois qu'une transition bien ordonnée doit être significative, elle doit être pacifique et elle doit commencer maintenant», a affirmé M. Obama, dans une courte allocution devant la presse.

M. Obama joue une partie serrée, en essayant à la fois de ménager l'avenir des liens entre Washington et l'un de ses principaux alliés au Moyen-Orient, et ce, tout en ne tournant pas le dos au principe de la démocratie et aux droits de la personne qu'il chante sur tous les tons.

De son côté, l'ambassadrice des États-Unis en Égypte, Margaret Scobey, s'est entretenue au téléphone avec Mohamed el-Baradei, qui a appelé M. Moubarak à partir «au plus tard vendredi».

La Grande-Bretagne a réitéré son appel aux au-



REUTERS/TELEVISION D'ÉTAT ÉGYPTIENNE  
Le président Hosni Moubarak s'adressant aux Égyptiens à la télévision, hier, leur promettant de quitter le pouvoir dans quelques mois.

torités égyptiennes à procéder à un «changement réel, visible et complet», selon un communiqué du Foreign Office.

## Plus d'un million de manifestants

Dans la journée, plus d'un million d'Égyptiens avaient envahi les rues, selon les forces de l'ordre. Il s'agissait ainsi de la plus importante mobilisation depuis le début de la contestation, le mardi 25 janvier.

Les manifestants avaient défilé sans heurts, accusant M. Moubarak d'être responsable des maux affligant le pays; pauvreté, chômage, violation des libertés, corruption et verrouillage politique...

Au Caire, la place Tahrir a notamment été prise d'assaut par une marée humaine. Les manifestants ont dansé et chanté en conspuant l'homme fort du pays. «On ne partira que lorsque Moubarak partira!», scandait un groupe d'hommes.

En soirée, la foule s'est dispersée, mais de petits groupes sont restés pour y passer la nuit sous les tentes, malgré le couvre-feu en vigueur dans la capitale ainsi qu'à Alexandrie et à Suez.

Les groupes d'opposition au régime ont misé sur le bouche-à-oreille afin de mobiliser les manifestants, puisque l'accès à Internet était impossible.

Les organisateurs espéraient réunir un million de personnes pour maintenir la pression sur le président octogénaire Hosni Moubarak et le contraindre à quitter le pouvoir d'ici vendredi.

tenus au premier tour de ce scrutin probablement truqué, ils avaient boycotté le second tour.

La confrérie a clairement indiqué qu'elle ne présenterait pas de candidat à la présidentielle en septembre. Elle ne tient apparemment pas à attirer sur l'Égypte les foudres des États-Unis et d'Israël en faisant élire un des siens à sa tête.

La force des Frères musulmans en Égypte et dans d'autres pays arabes vient surtout de leur présence «à la base». Ils comptent dans leurs rangs des médecins, des avocats et d'autres professionnels prêts à offrir gratuitement leurs services aux démunis. «Les islamistes donnent toutes sortes de services que les gouvernements ne donnent pas», note Henri Habib, professeur de science politique à l'Université Concordia.

Quoique divisée, la mouvance laïque est très forte en Égypte et elle ne souhaite pas que les Frères prennent le pouvoir. Or «les événements récents ont montré aux Égyptiens qu'il y a d'autres forces vives que les islamistes», constate le sociologue Rachad Antonius.

## Entre violence politique et règles démocratiques

Le mouvement des Frères musulmans a été fondé en 1928 par Hassan al-Banna, un instituteur égyptien qui ne cachait pas son admiration pour la monarchie saoudienne et pour le wahhabisme, le courant ultraconservateur allié à la dynastie. On le disait très affecté par la domination anglaise en Égypte et par l'intrusion du matérialisme occidental au Proche-Orient.

Pour Al-Banna et ses disciples, le remède au déclin des sociétés arabes résidait dans le salafisme, soit le retour au modèle des compagnons du prophète Mahomet, et dans l'imposition de la charia, la loi islamique. Dans un des textes fondateurs de la

«Si ce n'est pas aujourd'hui, les manifestants veulent que cela s'arrête au plus tard vendredi, qu'ils ont baptisé "le vendredi du départ"», a déclaré la figure de proue de l'opposition laïque égyptienne, Mohamed el-Baradei, lors d'un entretien à la chaîne de télévision Al-Arabiya.

«Malheureusement [M. Moubarak] ne va faire que prolonger l'agonie pendant six ou sept mois. Il continue de susciter la colère des gens et d'avoir recours à la violence», a fait valoir le Prix Nobel de la paix à Reuters, répétant qu'à ses yeux, la seule solution à cette crise réside dans son départ immédiat.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a quant à lui souhaité un «dialogue immédiat» afin d'engager des «réformes». «Nous devons nous asseoir autour d'une table, représentants du gouvernement, du régime, de l'opposition, ainsi que toutes les forces politiques, pour élaborer la voie du futur», a-t-il affirmé à l'Associated Press.

A Genève, la haute-commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Navii Pillay, estime que les rassemblements d'hier représentaient «un moment charnière dans la transition égyptienne vers une société plus libre, plus juste et plus démocratique», a fait savoir son porte-parole, Rupert Colville. «Le monde entier regardait le président et le gouvernement remanié réagiront à la poursuite des manifestations», a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les droits de l'Homme a affirmé disposer d'informations faisant état de 300 morts, de plus de 3000 blessés ainsi que des centaines d'arrestations, en Égypte, au cours des huit derniers jours.

Quelle qu'en soit l'issue, la contestation égyptienne, inspirée par la «révolution du jasmin» tunisienne, semblait hier se propager à d'autres pays de la région.

Le roi Abdallah II de Jordanie a limogé son premier ministre à la suite des manifestations dans plusieurs villes du pays. Il a chargé Marouf al-Bakhtit, qui a occupé le poste de premier ministre de 2005 à 2007, de former un nouveau gouvernement.

L'Autorité palestinienne a de son côté fait part de son intention d'organiser «des que possible» des élections municipales en Cisjordanie, où aucun scrutin n'a eu lieu depuis 2006.

Le Devoir  
D'après l'Agence France-France,  
l'Associated Press et Reuters

## FRÈRES

SUIVE DE LA PAGE 1

En réalisant l'ampleur de la contestation et devant la perspective d'une fin de régime, les Frères musulmans doivent maintenant s'y joindre, sous peine de voir leur influence dans la société diminuer. Il s'agit pour eux de récupérer le mouvement en lui donnant une coloration religieuse.

«Les hommes qui priaient et les femmes voilées qu'on a vus hier n'étaient pas nécessairement des membres en règle des Frères musulmans, mais la pensée religieuse a imprégné la société égyptienne à cause des Frères musulmans», explique Rachad Antonius, sociologue d'origine égyptienne et professeur à l'Université du Québec à Montréal. Ils ont été réprimés dans la mesure où ils s'organisaient politiquement, mais pas en tant qu'organisation idéologique. Ils ont des journaux, des réseaux d'écoles et de mosquées.»

En conférence de presse lundi, le numéro deux des Frères s'est voulu rassurant. «Les Frères participent, mais ce n'est pas une révolution islamique: c'est une révolution contre Moubarak», a-t-il déclaré.

Il est difficile de mesurer l'influence réelle des Frères musulmans dans le pays qui les a vus naître. Eux-mêmes disent ne pas savoir combien ils sont. Tout porte à croire que, si des élections libres étaient tenues prochainement, ils remporteraient un grand nombre de sièges, bien qu'ils ne soient pas assurés de prendre le pouvoir, à supposer qu'ils le visent.

En 2005, ils avaient remporté le cinquième des sièges. L'automne dernier, ils ont échoué à faire élire un seul candidat. Devant les piètres résultats ob-

Times. Certes, Le Journal de Montréal est toujours très rentable, mais il ne faut pas «être au bord du précipice pour agir», a-t-il soutenu. «Notre rôle comme agent économique consiste à bâtir des entreprises solides afin que nous puissions participer à l'enrichissement de nos concitoyens et non à leur appauvrissement», a-t-il dit, ajoutant qu'il «veut continuer à faire fructifier les épargnes des Québécois» que représente l'intérêt de 45 % détenu par la Caisse de dépôt et placement du Québec dans Quebecor Media.

## Les torts de Quebecor

François Ouimet est passé à l'attaque en énumérant les torts imputés à l'empire Quebecor, à commencer par le fait d'avoir prémédité un «perfect lock-out» grâce à une fausse agence de presse, QMI, utilisée pour remplacer les journalistes en lock-out du Journal de Montréal.

Plus tôt, le président du STIJM, Raynald Leblanc, a cité des données compilées par Influence communication indiquant que QMI fournissait 40 % des textes du Journal de Montréal alors que la Presse canadienne, que QMI a remplacée, n'en signait que 15 % avant le conflit, une preuve, selon le chef syndical, que QMI fait une partie du travail des syndiqués.

Pour François Ouimet, on peut se poser la question: quel est l'intérêt de Pierre Karl Péladeau de régler le conflit «alors que son journal est publié à tous les jours et que la rentabilité, sa rentabilité, elle, est assurée?»

confrérie, Al-Banna écrit: «Je crois que [...] l'islam est une loi complète pour diriger cette vie et l'autre.»

Au fil de son histoire de plus de 90 ans, la confrérie a oscillé entre la violence politique et les promesses de respecter les règles de la démocratie. Dans les années 1940, les Frères, qui s'étaient dotés d'une milice, ont perpétré des actes violents, dont le meurtre du premier ministre en 1948, un attentat qu'Al-Banna a toutefois condamné avant d'être assassiné à son tour.

Ils ont joué un rôle de soutien dans le coup d'État qui a mis fin à la monarchie en 1952. Deux ans plus tard, une tentative d'assassinat contre le président Nasser leur est toutefois attribuée et les contraint à la clandestinité. Dans les années 1960, l'idéologue Sayyid Qutb remet à l'ordre du jour la notion de djihad, de guerre sainte. La confrérie rejettera officiellement cette idéologie dans les années 1980, ce qui donnera naissance à des groupes dissidents comme al-Djihad (responsable de l'assassinat du président Anouar Sadate en 1981) et al-Jamaa al-Islamiya.

Aujourd'hui, le débat au sein de Frères musulmans ne porte pas tant sur l'action violente que sur les mérites respectifs de l'intégrisme religieux et de la démocratie, et sur la question de savoir si l'organisation doit propager les valeurs musulmanes dans la société civile ou conquérir le pouvoir. «Les courants conservateurs ont été renforcés par la répression. Avec la transition qui s'annonce, on peut prévoir que les voix plus modérées se feront entendre», croit Rachad Antonius.

Un scénario souvent invoqué est l'émergence sous un nouveau nom d'un parti islamiste sur le modèle de l'AKP, au pouvoir en Turquie.

Le Devoir

## PÉLADEAU

SUIVE DE LA PAGE 1

la «modernisation des dispositions antibriseurs de grève prévues au Code du travail». Elle donne suite à la motion unanime adoptée l'automne dernier par l'Assemblée nationale sur cette question qui a aussi incité le député de Beauharnois et porte-parole péquiste en matière de travail, Guy LeClair, à présenter le projet de loi 399 qui modifie le Code du travail pour que les dispositions antibriseurs de grève s'étendent aux travailleurs à distance.

La ministre du Travail, Lise Thériault, brillait par son absence, hier. Le député de Rivière-du-Loup, Jean D'Amour, a expliqué cette absence par un «souci d'objectivité» qu'éprouvait la ministre.

D'entrée de jeu, Pierre Karl Péladeau s'est étonné que «cette commission s'immisce dans un conflit privé sous la pression d'une des parties en cause», le STIJM, qu'il a accusé de mauvaise foi et qui a démontré «un refus systématique de composer avec la nouvelle réalité des médias en s'enfermant dans la pure tradition des partisans du statu quo.»

«L'essence du conflit au Journal de Montréal se situe avant tout dans le bouleversement sans précédent que vivent les médias», a-t-il fait valoir, rappelant la fermeture d'importants quotidiens aux États-Unis, l'échec de CanWest au Canada et la faillite du propriétaire du Chicago Tribune et du Los Angeles

Le magnat médiatique a soutenu qu'il avait «un très bon espoir» d'en arriver à un règlement. «C'est bien parti, nous négocions depuis maintenant plusieurs jours. Et n'ait été cette commission, les parties seraient aujourd'hui à la table de négociation en train de considérer les termes d'un règlement», a-t-il avancé, un brin froudeur.

Le député de Verchères, Stéphane Bergeron, du Parti québécois, a mentionné que Quebecor était le champion toutes catégories au Québec en matière de lock-out: entre 2000 et 2009, les entreprises de Quebecor ont été responsables de 54 % des journées par personne perdues en raison de lock-out au Québec (ou 979 000 jours par personne). «Je suis très surpris de ces chiffres», a dit M. Péladeau.

François Ouimet a cité des «engagements solennels» qu'a pris Pierre Karl Péladeau il y a dix ans devant les parlementaires, engagements qu'il a violés: continuer à soutenir la Presse canadienne, adhérer au Conseil de presse et maintenir l'étanchéité des différentes salles de rédaction de l'empire.

## La question du Code du travail

À l'exception de François Ouimet et des députés de l'opposition officielle, tous les membres de la commission ont affirmé ou laissé entendre que c'est à une réforme du Code du travail dans son ensemble qu'il fallait s'atteler. Le député adéquate de Shefford, François Bonnardel, et le député indépendant de La Peltrie, Eric Carle, veulent qu'on protège davantage le rapport de force des employeurs. Sans doute pour

## DIESEL

SUIVE DE LA PAGE 1

conjointe de trois comités de la Chambre sont BJ Services, Schlumberger et Halliburton. Cette compagnie avait pour vice-président Dick Cheney avant qu'il ne devienne au début des années 2000 le bras droit du président Bush.

Des 128 millions de litres de diesel injectés dans le sous-sol des États-Unis entre 2005 et 2009, c'est le Texas qui a écopé de l'essentiel, soit près de la moitié avec 64 millions de litres. Les autres exploitants des gaz de schiste ont injecté au moins 4 millions de litres dans le sous-sol de l'Oklahoma, du Dakota du Nord, de la Louisiane, du Wyoming et du Colorado.

A elle seule, BJ Services a injecté 46 millions de litres de diesel, suivie par Halliburton avec 28,8 millions de litres. En tout, 40,8 millions de litres de diesel «pur» ont été injectés et le reste, soit 87,2 millions de litres, était constitué de liquides de fracturation contenant au moins 30 % de diesel.

«Ces activités, concluent les trois comités de la Chambre, semblent en violation de la Loi sur la sécurité de l'eau potable parce que les compagnies n'ont pas obtenu les permis qui auraient pu autoriser l'usage du carburant diesel dans les activités de fracturation.»

«Nous n'avons pas pu tirer de conclusions définitives sur les impacts potentiels de ces injections sur la santé publique et l'environnement», poursuivent les trois présidents des comités, les représentants Henry Waxman, Edward Markey et Diana DeGette. Les compagnies gazières et pétrolières que nous avons contactées ne nous ont fourni que des fragments d'information sur la proximité de leurs opérations de fracturation hydraulique avec l'eau potable des nappes souterraines. Et qui plus est, parce que ces compagnies n'ont pas demandé les permis requis par la Loi sur la sécurité de l'eau potable, les agences gouvernementales qui auraient pu évaluer leurs demandes de permis ne savent à peu près rien de ces activités d'injection de diesel et de leurs impacts potentiels.»

## Menace pour la santé

Cette histoire illustre bien l'attitude de l'administration Bush envers l'industrie du pétrole et du gaz.

En 2003, l'EPA a signé une entente avec les trois principaux exploitants pour qu'eux seuls cessent d'injecter du diesel dans les formations de gaz des dépôts souterrains de houille (charbon) en raison de leur proximité avec les nappes souterraines. L'EPA a décrété par la suite que tout le monde devait se conformer à l'entente.

En 2004, l'EPA a commencé à s'inquiéter un peu plus des risques que posait l'utilisation du diesel. Ses inquiétudes provenaient d'une évaluation conjointe réalisée avec le département de la Santé et des Services sociaux et l'Agence internationale pour la recherche contre le cancer. Les trois organismes avaient alors conclu que le benzène présent dans le diesel, un agent cancérogène avéré, menaçait la santé publique tout comme l'exposition chronique aux autres molécules de ce carburant, soit le toluène, l'éthylbenzène et le xylène, un cocktail connu sous le nom de BTEX. Ces molécules peuvent endommager sérieusement le système nerveux central, le foie et les reins.

En 2005, le Congrès a fait un pas de plus en modifiant la loi pour ne permettre que les seules injections de diesel dûment évaluées et autorisées par les autorités fédérales ou les États.

L'industrie a pour sa part renvoyé la balle à ses sous-traitants, qui ont répliqué qu'ils ne faisaient que forer des trous, la responsabilité d'évaluer les risques relevant des propriétaires des puits. Après la divulgation du bilan des trois commissions, un procureur des entreprises pétrolières et gazières a déclaré au New York Times que l'EPA aurait un gros problème juridique sur les bras si elle s'avaisait de poursuivre ses clients, car ces compagnies se sont autorisées à aller de l'avant, malgré la loi, parce que l'EPA n'avait mis en place aucune procédure d'évaluation particulière pour ce type de dossier.

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0057

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-3367  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390